



VILLE DE  
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri  
94600 Choisy-le-Roi  
www.choisyleroi.fr  
☎ 01.48.92.44.44

# *Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 26 juin 2024*

---

Le vingt-six juin deux mille vingt quatre à dix-neuf heures, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mardi 18 juin 2024, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

## **Étaient présents :**

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, GARROUT Karim, CHASSAY Laurent, BANCE Stéphane, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, AOUMMIS Hassan, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, SASU Hancès.

## **Étaient représentés :**

M. MARQUES Henrique	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
Mme LANTERNIER Lucie	mandat à Mme FRANCISOT Amandine
Mme ALIROL Béatrice	mandat à M. VASCO Coelho
Mme COHEN Rachel	mandat à M. DRUART Frédéric
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à LORES Monique
M. POUDY Franklin	mandat à M. DESROCHES Damien
M. CHIRRANE El Arbi	mandat à M. ID ELOUALI Ali
M. FADLI Hafida	mandat à Mme FONTAINE Sabrina
M. OMRANE Alain	mandat à Mme HACHE Bénédicte
Mme BEZACE Mathilde	mandat à M. CHALBI Yacin
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
Mme DESPRES Catherine	mandat à M. AOUMMIS Hassan
M. BALIAS Thierry	mandat à Mme FOURNIAUD Martine

## **Étaient absents :**

M. FONDENEIGE Matthias  
Mme DOS REIS Sabrina  
Mme LEMOINE Nathalie

**Secrétaire de séance :** Damien DESROCHES

## Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance .....	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du compte rendu de la séance du 22 mai 2024 .....	4
→ Approbation de l'ordre du jour .....	4
→ Information préalable sur la journée du 30 juin 2024 .....	4
<b>RESSOURCES HUMAINES .....</b>	<b>5</b>
→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal .....	5
→ Revalorisation de la part fixe de l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISOE) allouée aux professeurs et assistants d'enseignement .....	6
<b>FINANCES.....</b>	<b>6</b>
→ Approbation du Compte Financier Unique (CFU) - Exercice 2023 - Budget Principal .....	6
→ Approbation du Compte Financier Unique (CFU) - Exercice 2023 - Budget annexe des parkings .....	15
→ Affectation du résultat de fonctionnement - Exercice 2023 - Budget Principal .....	16
→ Affectation du résultat de fonctionnement - Exercice 2023 - Budget annexe des parkings .....	17
→ Approbation du Budget Supplémentaire - Exercice 2024 - Budget Principal.....	17
→ Approbation du Budget Supplémentaire - Exercice 2024 - Budget annexe des parkings .....	22
<b>MARCHES PUBLICS.....</b>	<b>23</b>
→ Approbation du concessionnaire et du contrat de concession pour la mise à disposition, l'installation, l'entretien et l'exploitation de mobilier urbain sur le territoire de la ville de Choisy-le-Roi.....	23
<b>DLC.....</b>	<b>24</b>
→ Financement des actions 2024 dans le cadre du Contrat de ville .....	24
<b>URBANISME .....</b>	<b>27</b>
→ Approbation d'une charte de qualité de la construction neuve en secteur diffus .....	27
→ Approbation de la convention ISD 2024-2026 avec l'Établissement Public d'Aménagement Orly Rungis Seine Amont.....	30
→ Tarification 2025 de la taxe locale sur la publicité extérieure .....	31
→ Cession des parcelles C60-C74 sises 27-29 voies des Roses au profit de la SCI 3CMC.....	32
→ Avis de la commune de Choisy-le-Roi dans le cadre de l'enquête publique pour la création de deux data centers à Villeneuve-Saint-Georges .....	33
<b>HABITAT .....</b>	<b>34</b>

→ Approbation de la convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux sur le patrimoine relevant du contingent de la ville de Choisy-le-Roi sur le patrimoine du bailleur LOGIREP.....	34
→ Approbation de la convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux sur le patrimoine relevant du contingent de la ville de Choisy-le-Roi sur le patrimoine du bailleur SEQENS.....	36
<b>DGST .....</b>	<b>36</b>
→ Charte d'engagement « J'adopte un arbre pour le climat » .....	36
<b>SPORTS .....</b>	<b>37</b>
→ Convention de partenariat projet Crito'Star 2024 avec l'association TCM91-CMOM Team Cycliste Morangis.....	37
→ Convention de partenariat avec la Fédération Française de Ski Nautique et Wakeboard.....	38
<b>PETITE ENFANCE .....</b>	<b>39</b>
→ Rapport d'activité Tony Lainé 2023 .....	39
<b>COMMERCES.....</b>	<b>39</b>
→ Approbation de la modification du périmètre de sauvegarde du commerce, de l'artisanat et du droit de préemption sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux.....	39
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE.....</b>	<b>40</b>
→ Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales .....	40

*La séance est ouverte à 19 h 12 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.*

**M. le Maire** : Bonsoir.

**→ Désignation du secrétaire de séance**

**M. le Maire** : Conformément aux dispositions du Code général des collectivités, nous avons à désigner un secrétaire de séance. Je vous propose Monsieur Desroches qui m'a personnellement écrit pour tenir ce rôle.

*(M. Damien Desroches est désigné à l'unanimité secrétaire de séance.)*

**M. le Maire** : Je passe la parole à Monsieur Baranger, notre DGS, pour procéder à l'appel.

**→ Appel**

*(M. Denis Baranger procède à l'appel.)*

**→ Approbation du compte rendu de la séance du 22 mai 2024**

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Baranger. Vous avez également reçu le procès-verbal de la séance du 22 mai dernier avec votre convocation. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ? Je n'en vois pas, il est donc adopté.

**→ Approbation de l'ordre du jour**

**M. le Maire** : Vous avez reçu l'ordre du jour. Y a-t-il des observations sur cet ordre du jour ? Je n'en vois pas non plus, donc nous allons pouvoir l'aborder.

**→ Information préalable sur la journée du 30 juin 2024**

**M. le Maire** : Avant cela, un petit mot sur la journée de dimanche 30 juin. Nous avons également des bureaux de vote à tenir, donc je remercie toutes celles et ceux qui font l'effort d'être présents. Je voulais remercier également les Choisyennes et les Choisyens qui se proposent comme volontaires pour tenir ces bureaux de vote. Une mission extrêmement importante. Comme nous tous, cela nous est imposé, cela tombe comme un cheveu sur la soupe après les élections européennes. Évidemment, tout le monde est bien fatigué, les agents, d'ailleurs certains ont repoussé leurs vacances, comme des élus, donc je tiens particulièrement à les remercier.

Il nous reste des efforts à faire. J'ai une pression terrible de la préfète qui m'oblige à réquisitionner parce que c'est la loi. Les élus, nous sommes tenus, nous tous, dans notre diversité, nous sommes tenus et obligés, c'est notre premier devoir, de tenir un bureau de vote. Donc celles et ceux qui ne l'ont pas encore fait, qu'ils se fassent connaître. Tant que l'on arrive à se débrouiller entre nous, j'ai toujours procédé ainsi, mais là, la préfecture a demandé de lui faire parvenir les exclus. C'est pour cela que vous avez toutes et tous reçu un mail vous demandant, par écrit, pour quelles raisons vous ne pouvez pas tenir un bureau de vote. Je tiens à dire que ce n'est pas moi qui juge de la validité de cette excuse ou pas. Je n'en pense pas moins, ce serait dommage d'en arriver là, puisque c'est quand même un devoir essentiel pour un élu de tenir un bureau de vote.

D'ailleurs, certaines Choisyennes et Choisyens nous ont fait remarquer avoir vu des élus se présenter et dire : « Je ne reste que deux ou trois heures ». Bon... Au moins, ils étaient présents. Sans méchanceté aucune, ils étaient un peu choqués, eux qui ne sont pas élus, de

rester toute une journée non-stop, et un élu qui dit qu'il ne reste que deux heures. Je tiens quand même à vous apporter cette information. En tant que maire, c'est une information qui m'a fait un peu mal. Mais bon, maintenant, il y a la vie de chacun, la vie n'est pas simple, la vie n'est pas facile. Mais comme je l'ai dit à tous ceux qui ont rejoint ma liste, la première chose que je leur avais dite, c'est que lorsque l'on est élu et que l'on se met sur une liste, on oublie sa vie de famille, on oublie tout, on se doit à son devoir. Je le répète ici sans méchanceté, c'est une information que je dois de rappeler et de donner, mais je sais que la plupart, toutes et tous, nous faisons des efforts, et encore une fois, nous ne sommes pas responsables de ce que l'on nous impose en ce moment. Je le dis, cette idée folle de dissolution pendant les vacances, à la suite des Européennes, sans aucune préparation, et plus grave encore, sans possibilité pour les candidates et les candidats de faire campagne. Donc, merci à vous.

## RESSOURCES HUMAINES

### → Modification du tableau des effectifs du personnel communal

**M. le Maire** : Nous allons aborder l'ordre du jour. Les ressources humaines, le premier point. Je donne la parole à Monsieur Coelho.

**M. Coelho** : Bonsoir, Monsieur le Maire. Bonsoir, chers collègues, et bonsoir direction générale. Et puis, Choisyens, Choisyennes.

Chers collègues, nous avons l'habitude, j'ai l'habitude de vous présenter cette délibération. Pour contribuer au bon fonctionnement des différents services de la Ville, il convient de procéder à la transformation indiquée dans la délibération pour une mise en adéquation des postes existants et des postes à pourvoir, en tenant compte des mouvements du personnel et des recrutements réalisés, et en permettant l'accès des agents contractuels. Voilà, chers collègues, il nous est donc demandé de délibérer à ce sujet.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Coelho. Y a-t-il des observations ? Du classique. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

### *Vote de la délibération n°24 070*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRAANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°24 070 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Revalorisation de la part fixe de l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISOE) allouée aux professeurs et assistants d'enseignement**

**M. le Maire** : Monsieur Coelho, c'est toujours à vous pour le point n°2.

**M. Coelho** : Merci, Monsieur le Maire. Donc, cette indemnité est constituée d'une part fixe qui peut être attribuée à tous les enseignants et d'une part modulable attribuée aux enseignants effectuant des missions particulières. Le montant de chacune de ces parts est fixé par un arrêté du 15 janvier 1993 et est régulièrement actualisé.

Monsieur le Maire propose d'indexer le montant annuel de la part fixe de l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves des heures ISOE sur celui prévu par l'article premier de cet arrêté qui est établi à ce jour à 2 550 euros par agent au lieu de 1 274,87 euros précédemment. Cette revalorisation fait suite à l'actualisation des tests réglementaires fixant le montant annuel de référence de la part fixe de l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves ISOE allouée aux professeurs, assistants d'enseignement.

Concernant le montant annuel de référence de la part modulable de l'indemnité de suivi d'orientation des élèves ISOE allouée aux professeurs et assistants d'enseignement exerçant des missions et des responsables de départements pédagogiques, Monsieur le Maire propose de fixer son montant annuel à 1 497,84 euros.

Pour permettre l'octroi aux enseignants du conservatoire, il convient de délibérer sur ces montants en séance. Donc nous y sommes, chers collègues.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Coelho. Il s'agit ni plus ni moins d'une augmentation, quand même, de nos agents. Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci pour eux.

*Vote de la délibération n°24 071*

Ont voté pour : 39

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°24 071 est adoptée à l'unanimité.*

## **FINANCES**

**→ Approbation du Compte Financier Unique (CFU) - Exercice 2023 - Budget Principal**

**M. le Maire** : Nous passons maintenant aux finances. Je vais donner la parole à Madame Francisot qui va nous présenter l'ancien compte administratif. Nous aurons ensuite à le voter

et, bien sûr, au moment du vote, je quitterai la salle puisque je ne peux y participer. Madame Francisot, vous avez la parole.

**Mme Francisot :** Monsieur le Maire, chers collègues, chers Choisyens. Il est temps de faire le bilan financier de cette année 2023 passée. Nous clôturons cette année 2023 avec un excédent global d'un peu plus de 864 000 euros.

Les dépenses de fonctionnement avaient été projetées au BP 2023 à 73,9 millions d'euros. Elles atteignent en réalité 74 millions d'euros, une évolution de 2,76 % par rapport aux dépenses effectuées en 2022.

Le chapitre des charges à caractère général augmente de 5 % par rapport à l'année 2022.

Sur les dépenses liées aux achats et variations des stocks, hors articles des achats d'études et prestations de services qui diminuent suite au transfert de la restauration collective vers les dépenses de services extérieurs, tous les postes sont en augmentation. Comme les deux précédentes années, en valeur, c'est le poste des fluides qui connaît la plus forte inflation.

Concernant les dépenses liées aux services extérieurs qui augmentent également, on retrouve à l'article des prestations de services les dépenses pour la restauration collective qui, de fait, font augmenter ces dépenses, mais je dois surtout noter, et on en a déjà parlé lors du BP 2024, je ne reviendrai pas dessus, une augmentation de 8 % des primes d'assurance.

En revanche, les dépenses liées aux autres services extérieurs, honoraires, frais postaux, transports de biens, sont en diminution de 7,4 % par rapport à 2022. Je veux ici remercier les services qui mènent un travail de dématérialisation des procédures et des échanges formidables, et grâce à qui nous pouvons réduire de quelque peu nos frais postaux malgré l'augmentation des tarifs.

Je remercie également nos services des relations publiques qui maintiennent toute l'année une animation variée de qualité tout en maîtrisant les budgets qui, nous le savons, sont de plus en plus contraints.

Les taxes foncières et autres impôts sont eux aussi en diminution de 7,2 % en raison de la cession de biens immobiliers.

Le chapitre des charges de personnel est en hausse de 3,9 % et représente 58,6 % des dépenses réelles de fonctionnement de l'exercice 2023. L'évolution de ce chapitre s'explique notamment par les revalorisations successives des points d'indice, les indices planchers, et du SMIC. Elle intègre également la fraction de prime pouvoir d'achat versée aux agents en décembre.

Le chapitre des atténuations de produits reste stable à 2,08 millions d'euros, la Ville de Choisy-le-Roi étant toujours exonérée du FPIC. En 2023, nous occupons le 227<sup>e</sup> rang de classement à la DSU. Le chapitre 65, qui concerne les autres charges de gestion courante, a augmenté de 14,8 %.

L'article consacré aux indemnités et formations des élus a légèrement augmenté, notamment en raison de la revalorisation du point d'indice.

L'article des pertes sur créances irrécouvrables augmente ou diminue de façon aléatoire en fonction des données transmises par le service de gestion comptable. Cette année, elles sont un peu plus de 14 000 euros, contre un peu plus de 9000 euros en 2022. Le fonds de

compensation des charges transférées au territoire a évolué de 4,9 %, et la participation aux dépenses des écoles privées a également évolué pour un peu plus de 20 000 euros.

L'article consacré aux subventions de fonctionnement a évolué de 27,8 %. Globalement, l'ensemble des subventions versées a augmenté :

- celles versées au CCAS d'environ 200 000 euros,
- celles versées au budget annexe des parkings afin de rembourser des emprunts,
- celles versées aux associations sportives et culturelles.

Nous avons, comme il est de tradition ici, à Choisy-le-Roi, pris part aux différents désastres humanitaires dans le monde, avec 20 900 euros de subventions exceptionnelles accordées contre 5000 euros en 2022. Vous pourrez retrouver le détail de ces subventions en pages 66 à 70 de la maquette du CFU.

Les charges financières concernent principalement le remboursement des intérêts de la dette. Elles sont en hausse de 16,5 %. Cette variation est due notamment à la part d'emprunts à taux variable qui existe encore dans notre encours de dette. Cette variation des taux place le taux d'intérêt moyen de la dette à 2,19 %, contre 1,81 % en 2022. La durée de vie moyenne des emprunts est de trois ans et dix mois, soit sept mois de plus qu'en 2022, à cause de ces emprunts à taux variable.

Pour autant, comme le montrent les diagrammes en page 12 de la notice, et contrairement à ce qui peut bien se dire ici et là, en 2023, la Ville a continué de se désendetter en s'éloignant de plus en plus de la moyenne de la strate en ce qui concerne la dette par habitant. Elle passe de 665 euros en 2022 à 574 euros par habitant en 2023. Pour rappel, en 2017, cette dette s'élevait à 927 euros par habitant. J'ajouterai qu'en 2023, il n'y a pas eu de tirage sur la ligne de trésorerie.

Pour terminer sur les dépenses de fonctionnement, il faut noter que le chapitre 67 des charges exceptionnelles qui concerne les titres annulés sur l'exercice antérieur a diminué de 96,5 %. Ce n'est rien d'anormal, puisqu'à l'époque, il s'agissait essentiellement d'annulations, notamment suite à la pandémie.

Passons maintenant aux recettes de fonctionnement. Les recettes totales de cette section s'élèvent à 84,29 millions d'euros, et augmentent de 2,40 % par rapport à 2022. Quelques chapitres sont en diminution, c'est le cas du chapitre des atténuations de charges qui diminue de 30,79 % par rapport à 2022. Je le rappelle, cette recette concerne principalement les remboursements en matière d'accidents de travail, maladies et indemnités journalières dans le cadre des assurances souscrites par la ville.

Je note également une baisse des recettes totales en matière de dotation/participation de l'ordre de 1,2 % par rapport à 2022. Dans le détail, la dotation nationale de péréquation a diminué de près de 6 000 euros, les remboursements de FC TVA ont diminué de près de 20 000 euros, et l'article des autres attributions et participation, qui comprend la dotation de recensement et les allocations compensatrices au titre des exonérations de taxes, a diminué de 409 000 euros. Je me passerai d'un long commentaire sur ce chapitre, car je sais que nous nous accordons sur le fait que l'État demande aux collectivités toujours plus, sans y mettre les moyens adaptés.



Je note également une diminution importante du produit des cessions d'immobilisations qui s'élèvent à 73 000 euros, contre un peu plus de 2 millions en 2022. C'était la vente des coques, c'est normal.

L'augmentation des recettes de fonctionnement est notamment due aux autres chapitres :

- le chapitre des produits des services du domaine et des ventes diverses a évolué de près de 16 000 euros, je vous laisse voir le détail en page 14 et 15 de la notice,
- le chapitre des impôts et taxes a augmenté de près de 250 000 euros grâce à une dotation de solidarité communautaire d'un montant de 334 347 euros ; cette dotation a été mise en place par la Métropole du Grand Paris afin d'aider les communes membres à faire face aux augmentations du prix de l'énergie, de l'inflation, et à la baisse des dotations de l'État.

La fiscalité locale a, elle, évolué de 6,4 %.

Nous avons retrouvé, contrairement au prévisionnel de 2024, les 7,9 % d'augmentation que l'État appliquait sur les valeurs locatives pour le calcul de la taxe foncière. L'instauration de la taxe de séjour nous a permis de rapporter à la Ville un peu plus de 67 000 euros.

Les récentes mesures sur la taxe locale sur la publicité extérieure nous ont permis de récolter 110 000 euros de plus qu'en 2022. En revanche, dans la droite lignée du durcissement d'octroi des prêts aux particuliers, les droits de mutation perçus par la Ville ont considérablement chuté.

Enfin, les autres produits divers de gestion courante, qui correspondent au remboursement des travaux par les assurances, ont légèrement évolué de 5,3 %.

La section de fonctionnement se solde en 2023 par un excédent brut de 10 168 896,10 euros, ce qui est normal. Je vous rassure, c'est ce que nous viron à la section d'investissement pour combler le déficit que nous aurons en investissement, je sais que la question a été posée, d'où cet écart. C'est normal que la section d'investissement soit toujours en négatif.

Pour ce qui concerne la section d'investissement, les dépenses totales s'élèvent à 20,73 millions d'euros, contre 19,34 millions d'euros en 2022, soit une hausse de 7,20 %. Le chapitre des immobilisations incorporelles hors AP-CP évolue de 53,6 % :

- un peu plus de 280 000 euros ont permis d'effectuer des études, un géomètre pour la dalle, l'élaboration du plan de mise en accessibilité de la voirie et de l'espace public, ou encore pour le futur centre aquatique et la cuisine centrale,
- un peu plus de 180 000 euros ont servi à l'acquisition de logiciels, brevets, licences et leur mise à jour ; le détail de ces dépenses se trouve en page 20 de la notice.
- La subvention d'équipement versée aux sapeurs-pompiers est inférieure à celle de l'an dernier, près de 40 000 euros de moins. C'est leur décision, bien entendu, ce n'est pas nous qui le décidons.

Le chapitre des immobilisations corporelles hors AP-CP augmente de 13,7 %. On y retrouve l'acquisition des 4 au 8 voies des Roses pour 444 000 euros, et les travaux au cimetière pour 176 000 euros.

Concernant les installations générales et l'aménagement des constructions, un peu plus de 497 000 euros ont notamment servi à la fourniture et la pose de stores à l'hôtel de ville, la finalisation des travaux des locaux de la police municipale ou encore à divers travaux au sein de nos bâtiments administratifs.

Près de 682 000 euros ont été dépensés à destination des structures de l'enfance et de la petite enfance. Cela concerne l'installation du dispositif d'alerte PPMS dans diverses écoles, des travaux de réfection de la toiture de l'école Vallon, ou encore la pose de toit extérieur solaire à la maternelle Cachin.

Près de 248 000 euros ont bénéficié aux structures sportives pour la réhabilitation de la piste d'athlétisme du stade Jean Bouin, ou encore le remplacement du sol sportif au gymnase Rousseau.

Pas loin de 237 000 euros ont servi à effectuer des travaux dans les structures culturelles, au cinéma théâtre ou encore au conservatoire. Les travaux sur les marchés, notamment pour la réparation de la toiture du marché du Centre, ont mobilisé environ 54 000 euros. Enfin, d'autres travaux divers ont eu lieu pour près de 87 000 euros.

Les installations de voirie ont mobilisé 836 000 euros. On y retrouve les travaux de réfection de voirie de la rue des Liserons, de l'avenue Rondu et de la rue des Pâquerettes. Les travaux sur les réseaux câblés d'électrification ont mobilisé près de 1 196 000 euros. Cela a notamment permis les travaux de rénovation du réseau électrique et la pose de luminaires à LED dans les rues.

1 163 000 euros ont permis d'effectuer les travaux de réhabilitation du pont Rondu et de la passerelle Picasso, à investir dans du mobilier pour la propreté urbaine, ou encore dans de l'équipement et des outillages permettant le bon fonctionnement de nos différents services.

273 000 euros ont permis de continuer à renouveler la flotte automobile, en allant toujours et autant que possible vers des véhicules plus propres. Le matériel de bureau et informatique pour les services municipaux a donc mobilisé un peu plus de 1 million d'euros de notre budget. Il a notamment permis d'équiper notre centre de surveillance urbaine.

148 000 euros ont servi à l'achat de mobilier, 282 000 euros à l'achat de matériel pour différents services.

Au chapitre des autres immobilisations en cours, hors AP-CP, il y avait inscrit fin 2023 trois opérations pour environ 85 000 euros. Les travaux de création d'ascenseurs à l'école élémentaire Victor-Hugo, la rénovation et la restructuration des centres de loisirs Odyssée et Gondoles, et le CSU.

Pour ce qui est des opérations gérées en AP-CP, sur l'opération de rénovation du groupe scolaire Langevin-Mandela, 289 000 euros ont permis de finaliser l'installation de mobiliers de jeu dans les cours à végétaliser, et à financer diverses études et travaux autour de la finalisation de la rénovation.

On retrouve ici, sur le programme voirie, 85 000 euros. Il faut noter qu'avant le vote du budget 2024, l'AP, créé en janvier 2020, était conclu pour 3 millions d'euros, et le bail voirie était à l'extérieur de ce programme. Ce procédé rendait les choses plus compliquées à la lecture budgétaire, donc désormais, le bail voirie est compris dans le programme, et nous ne devrions plus avoir de grosses dépenses de voirie en dehors de ce programme.

En 2023 ont été réalisés les derniers travaux du programme pour le passage en basse tension de l'éclairage public pour un montant d'environ 288 000 euros. 305 000 euros ont

notamment permis de mettre en conformité les sols souples des différentes aires de jeux et d'inaugurer la nouvelle aire de jeux du parc de la Mairie.

1 million d'euros sont affichés en dépenses sur le programme de renouvellement urbain des quartiers sud.

Pour le programme de plantation d'arbres, nous avons dépensé 491 000 euros en 2023. Ce programme a permis l'implantation d'arbres dans divers quartiers et écoles de la ville. Il a aussi permis de participer à l'opération « Adopte un arbre » à destination des Choisyens.

912 000 euros ont servi à la poursuite de la rénovation de l'élémentaire Victor-Hugo. En 2023, la couverture du bâtiment principal a été rénovée, les façades Nord et Est ont été isolées et les réseaux de chauffage ont été remplacés.

Au chapitre des emprunts et assimilés, le remboursement de la dette en capital est de 4,21 millions d'euros contre 4,19 millions d'euros en 2022, soit une augmentation de 0,5 % qui est due au réaménagement des emprunts.

Passons enfin aux recettes d'investissement. Les recettes de cette élection s'élèvent à 10,57 millions d'euros, contre 15,09 millions d'euros en 2022. Elles sont en diminution de près de 30 %.

Le chapitre 10 des dotations, fonds divers et réserves est en recul de plus de 2,4 millions d'euros. C'est là que l'on inscrit l'excédent de fonctionnements capitalisé des recettes de FC TVA et de taxe d'aménagement.

Les subventions d'investissement qui nous viennent de l'État, de la métropole, de la région, du département ou encore de l'ANRU et de l'Agence de l'eau Seine Normandie sont aussi en recul de 17,4 %. Je vous laisse voir en page 29 de la notice la liste des subventions reçues.

Je profite de ce chapitre pour rappeler encore une fois que le produit des amendes de police inscrit à ce chapitre ne concerne pas les FPS ou autres amendes données par la police municipale. Ce montant correspond au produit des amendes de police relative à la circulation routière que l'État rétrocède aux communes. La répartition est donc décidée par l'État, cela n'a rien à voir avec les contraventions adressées par nos agents, dont les recettes se trouvent en section de fonctionnement dans le produit des services.

Au chapitre 16 des emprunts et des dettes assimilées, on retrouve le remboursement d'un dépôt de garantie de 21 660 euros.

Pour ce qui concerne les restes à réaliser, les dépenses rapportées en 2024 s'élèvent à 1,65 million d'euros. Elles sont en hausse de 0,1 % par rapport à celles de 2023. Les recettes reportées s'élèvent à 1,46 million d'euros, et correspondent essentiellement à des subventions non encore reçues pour les travaux et acquisitions en cours à finaliser dans le dernier trimestre 2023.

L'exercice 2023 se clôture donc par un excédent net de 864 394, 30 euros. La section d'investissement, avec la prise en compte des restes à réaliser, se solde par un résultat déficitaire de 9 304 501,80 euros, je vous l'expliquais, ce qui est normal. Comptablement, on ne transfère jamais cet excédent de fonctionnements. C'est pour cela que la section d'investissement est déficitaire, mais qui donne un résultat global du budget positif. Ce résultat déficitaire sera donc couvert, comme le prévoit la nomenclature M57, par le résultat excédentaire de la section de fonctionnement d'un montant de 10 168 896,10 euros.

**M. le Maire** : Merci, Madame Francisot. Je suppose qu'il y a des interventions. Je n'en vois pas. Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Juste quelques mots, d'abord pour se redire les choses un peu tranquillement, y compris parce que Madame Francisot a fait allusion au fait que certains diraient que la Ville s'endette, ce n'est pas ce que nous disons. Nous n'avons pas dit cela, nous avons dit que vous prévoyiez de l'endetter, de lever de la dette et de l'emprunt. C'était dans votre document budgétaire 2024, aussi bien à la PPI, avec 18 millions cette année et 8 millions l'année prochaine. Nous ne nous faisons pas de procès, je le dis un peu solennellement, parce que nous voyons quand même le climat politique général. Donc nous ne nous faisons pas de procès d'intention.

Ce que nous disons simplement, c'est que nous avons rendu écho des documents budgétaires passés ici en début d'année, qui concernent le budget 2024 et le budget 2025. Nous n'avons jamais prétendu que la dette avait augmenté sur ces dernières années, y compris, et chacun peut le savoir ici, nous avons eu des débats sur le fait que vous ayez fait le choix de manière récurrente de ne pas recourir à l'emprunt pour ces dernières années. Je le dis, ayons le bon débat, et pas de débats que l'on se crée, puisqu'on voit qu'en ce moment, c'est quand même un peu sportif par ailleurs.

Sur le compte financier unique, je veux dire plusieurs choses. D'abord sur le principe de ce document, je veux regretter que la présentation qui nous est faite et la présentation présentée par Madame Francisot restent au milieu du quai de l'exercice. En effet, dans une municipalité, certes, il y a le compte financier unique, avant, le compte de gestion, puis le compte administratif qui est la vérité de ce qui s'est fait de manière effective. Mais si cela donne le total du réalisé, il est intéressant de ne pas seulement le mettre en regard du CFU précédent, du compte administratif précédent, mais de le mettre en regard aussi de son budget prévisionnel, de ce que nous avons dit que nous ferions, de ce que nous avons voulu faire, d'ailleurs, sans faire aucun procès d'intention, pour pouvoir dire aux citoyennes citoyens : "Nous voulions faire tout cela, mais il se trouve..." Ce sont des choses qui arrivent. Le report, par exemple, de la section de fonctionnement de quelque 11 millions est dans l'épure habituelle de notre Ville. Tous les ans, nous sommes entre 10 et 11 millions. Il n'y a rien de grave, mais je trouve dommageable qu'on ne dise pas, par rapport à ce que l'on a projeté, ce qui ne s'est pas fait. Parce que quelque part, c'est cela, la leçon d'un compte financier unique, la conclusion, c'est ce que nous avons projeté dans le budget prévisionnel dans le budget supplémentaire, dans la décision modificative et qui, au final, ne s'est pas réalisé.

J'aurais souhaité que ce soit le cas, y compris parce que cela nous aurait, ensemble, permis d'avoir une réflexion devant les Choisyennes et les Choisyens sur les résultats de l'exercice. Quand on regarde et quand on remonte, cette année, c'est 864 000 euros, mais les années précédentes, on était à 5,4 millions en 2022, 3,9 en 2021, 4,5 en 2020. J'en profite pour dire ici que j'aurais aimé remonter plus haut pour que l'on ait une vision collective des finances, et ne pas en rester à votre mandat, mais il se trouve que ce n'est plus disponible sur la plateforme, ce qui précède le début de votre mandat. J'aurais aimé le faire, mais je n'ai pas pu accéder aux documents en ligne, pour dire qu'il n'y a pas de malice dans ce que je suis en train de faire. Et vous dire donc mon inquiétude, ou alors que vous puissiez nous éclairer sur le fait que vous ayez fait le choix l'année dernière encore de ne pas recourir à l'emprunt, mais aussi de vous retrouver avec un versement au budget supplémentaire seulement de 864 000 euros. Donc, un budget supplémentaire, nous le verrons après, qui va être un peu moins fourni que les années précédentes.

Voilà les quelques éléments que je voulais souligner.

Puis vous dire par exemple de quoi nous aurions pu parler si cet exercice avait été fait. Il y a un écart entre votre budget prévisionnel et le CFU, par exemple sur le personnel, de 500 000 euros. Vous me direz que c'est 500 000 euros sur 41 millions, que ce n'est pas énorme. Pour autant, dans le contexte de hausse du point d'indice, avec la prime Macron, avec ce qui est classique, le glissement vieillesse/technicité, 500 000 euros de moins dans les personnels, cela peut effectivement avoir une certaine incidence dans le fonctionnement des services, dans les difficultés que peuvent rencontrer les agents et dans le service rendu à la population. Je crois que cela aurait été un débat vertueux pour notre assemblée, mais aussi pour les Choisyennes et les Choisyens.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Guillaud-Bataille. D'autres interventions ? Je n'en vois pas. Effectivement, ce n'est pas une discussion sur le budget.

Pour répondre en quelques mots, assez rapidement, Monsieur Guillaud-Bataille, de notre part, dans le climat actuel, il n'y a rien de tendu. Vous ne m'avez pas entendu sur quoi que ce soit. Je me mets bien au-dessus des débats, je dois dire bien décevants et stériles. Aussi, voyez-vous, j'y ai renoncé, quoi que, je l'aurais bien fait, mais j'aurais voulu qu'on entende tous Jacques Dutronc. Depuis la dissolution, je m'amuse à écouter Jacques Dutronc, au moins deux ou trois fois par jour, je vous laisse deviner la chanson. Je voulais la mettre en musique de fond pendant que nous arrivions. Finalement, je me suis dit : « Tonino, est-ce qu'ils vont vraiment avoir le sens de l'humour ? », mais si vous voulez, on peut la mettre, on peut s'amuser un peu ensemble. Franchement, de ma part, devant effectivement la situation dramatique que s'apprête... Enfin, j'espère que non, après tout, mais nous sommes tous un peu inquiets.

Vous n'avez pas entendu un mot de ma part en ce qui concerne les élections, que ce soit aux Européennes ou maintenant. Je m'applique à ce que doit être le rôle du maire, et je l'ai écrit dans mon éditorial, je suis le maire de toutes les Choisyennes et les Choisyens au service de tout le monde. Que chacun fasse en son âme et conscience. En 2026, bien sûr, j'aurai beaucoup de choses à dire.

En ce qui concerne le budget proprement dit, nous sommes un peu toujours sur la redite. Vous nous reprochez des investissements futurs, tout en nous reprochant de ne pas avoir investi. J'attends qu'un jour, vous nous disiez si l'on doit investir ou pas. Je le redis, nous investissons lorsque les projets se montent. Donc toutes les villes à l'heure actuelle, quelle que soit leur tendance politique, les projets se bloquent. Et quand les projets ne se bloquent pas, nous sommes en France, donc un projet est toujours très long à monter. Le budget ne fait que refléter le programme que nous avons promis à la population, ce que nous désirons faire, mais cela, personne ne l'ignore. On peut en débattre, on l'a assez souvent dit.

Par exemple, dans les budgets futurs, il faut bien sûr prévenir la population, puisque nous devons construire une nouvelle piscine et un nouveau gymnase. Toutes les villes que je connais, quelle que soit leur tendance, lorsqu'on construit une nouvelle piscine et un nouveau gymnase, la Ville s'endette. C'est un endettement productif. Mais comme le dit Madame Francisot, nous avons les moyens de nous endetter, puisque nous sommes très en deçà de la strate nationale en ce qui concerne l'endettement de notre Ville. Donc, je vous affirmais ici que malgré les années difficiles qui nous ont vus arriver à la direction de notre Ville, nous avons excellemment géré, contrairement à ce que nous avons dit, notre Ville. La dette diminue, les services à la population, quoi que vous en pensiez, sont en augmentation. Nous avons créé une police municipale en un temps record qui est efficace. Nous avons réalisé tout un plan de surveillance vidéo avec un centre d'observation sur notre Ville envié par toutes les villes environnantes dans un temps record ; et nous avons fait toutes ces réalisations sans augmenter les impôts. Quand je dis « les impôts », c'est l'impôt, le seul levier que nous avons dans la Ville, la part communale sur la taxe foncière. Nous avons

promis de ne pas le faire, et nous ne le faisons pas. Nous n'avons jamais autant planté d'arbres que depuis que nous sommes à la direction de cette ville.

Nous avons encore émis un budget, je voudrais vous rappeler que lorsque nous sommes arrivés, il n'y avait que 3 000 euros de budget pour les arbres. Nous allons encore tripler la cadence. Nous avons végétalisé trois écoles, nous avons mis des panneaux photovoltaïques sur les écoles, nous avons refait le pont Rondu en un temps record. Cela faisait 20 ans qu'il aurait dû être fait. En deux ans, nous avons réussi à faire le pont Rondu. Nous avons refait la passerelle Picasso, fermée depuis six ans, qui était vouée à la démolition, c'est ce qui avait été décidé par l'ancienne majorité. Nous avons refait cette passerelle, nous avons encore, pour expliquer ce que vous appelez l'endettement de la Ville, moi, j'appelle cela l'investissement de la Ville, parce que citez-moi une ville qui paye comptant ses investissements, j'irai la voir avec plaisir. Une ville a recours au crédit. D'ailleurs, il y a une institution qui s'appelle la Banque des territoires qui a été créée spécialement à l'époque par un gouvernement de gauche pour permettre aux villes, justement, comme vous le dites, de s'endetter et de réaliser des investissements. Sans cela, ce ne serait pas possible.

Maintenant, si vous voulez avoir une visibilité sur les comptes administratifs passés, puisque cela s'appelait comme cela avant, c'est très simple, vous les demandez, on vous les donne. Ce que je peux vous dire, c'est qu'en tant que conseiller municipal, à chaque fois, j'entendais parler de report. C'est un classique dans les villes. À chaque fois, nous entendions parler de report. C'est ce qu'on n'a pas payé. Maintenant, si vous avez une solution pour que demain, je puisse démarrer la nouvelle piscine, on fera les investissements tout de suite. Mais cela ne se passe pas comme cela. C'est très long. Et dans un domaine plus grave qui concerne le logement, je n'arrête pas de demander des dérogations au profit de bailleur, par exemple la Sablière au Lugo, qui, enfin, après 30 ans de non-investissement dans la résidence du Lugo, quand même, on est très fier d'avoir obtenu, enfin, ils acceptent de reconstruire à neuf ces résidences, ces logements. Nous sommes barrés par le PLU qu'il faut modifier, et encore par l'avènement du PLUI qui, lui, fera foi.

Donc, nous demandons une dérogation au préfet de région pour que l'on puisse reconstruire à l'identique ces logements. Nous n'avons pas eu de réponse, mais la préfète nous a déjà dit que ce n'était pas possible, alors que pour les Jeux olympiques, tout ce qui a été construit l'a été sous régime de dérogation. Alors que là-bas, il y a déjà eu deux tentatives de suicide. Là-dessus, on pourrait se tenir les coudes pour faire avancer les choses comme cela. De toute façon, avec l'avènement que nous allons vivre le 30, et peut-être le 7 janvier... Juillet. Je suis fatigué de tous ces mélis-mélos. Tout à l'heure, j'ai dit « octobre », parce que dans ma tête, après tout, cela aurait été bien qu'il dissolve en octobre. On aurait peut-être manqué le Salon de l'auto, mais au moins, cela aurait été plus simple à organiser, les bureaux de vote. Donc, il n'y a rien d'extraordinaire dans ce compte administratif, si ce n'est la bonne marche usuelle de toutes les collectivités, les mairies de France. Nous, on ne souhaite que cela, pouvoir investir. Vous dites « s'endetter », mais lorsqu'on investit, on s'endette, mais c'est pour la bonne cause, à moins que l'on renonce à construire une nouvelle piscine et un nouveau gymnase, entre autres. Il nous reste la moitié des rues à refaire. On a fait la rue des Liserons, et la rue des Pâquerettes va être faite. Elle est projetée. On va accélérer à partir de la rentrée, surtout sur 2025, la réfection de nos rues qui en ont bien besoin. Voilà, pour répondre à vos questions.

L'emprunt que nous prévoyons n'est absolument pas extraordinaire par rapport aux besoins de la commune. Peut-être que nous serons, là aussi, bloqués par tous les règlements, tout ce qu'il faut mettre en branle, le retour État/préfet, etc., avant qu'on nous autorise à donner le premier coup de pioche. Je ne sais pas. Qu'est-ce qu'il va se passer ? Je ne sais pas, s'il y a un nouveau gouvernement, quelles seront les lois. Ce qu'il va se passer, nous n'en savons rien. J'espère surtout que l'on va continuer à fonctionner. Je l'espère. Mais pour ne parler

que du rapport Woerth, par exemple, j'ai une petite larme pour Monsieur Woerth. Son rapport, de toute façon, comme tous les rapports, finit au fond des tiroirs. Mais là, je pense qu'on ne va plus du tout en entendre parler, alors qu'au niveau des territoires qui nous impactent directement, métropoles, territoires, nous aurions bien voulu sortir de cette situation, ce qui nous permettrait d'investir beaucoup plus rapidement. J'ai bien compris vos explications, mais voilà ce qu'il en est.

S'il y a des interventions, je vous donne la parole. Sinon, nous procédons au vote, mais je sors, comme de coutume. Y a-t-il d'autres interventions ? Non, je vais sortir, et vous pourrez procéder au vote.

Je donne la parole à mon premier adjoint, Monsieur Ali Id Elouali, qui procédera au vote.

**M. Id Elouali :** Merci, Monsieur le Maire. On attend que Monsieur le Maire quitte la salle. Y a-t-il des objections ? Qui vote pour ? Je la fais à l'envers, juste pour voir si vous suivez. Parfait. Qui s'abstient ? Qui vote contre ? C'est voté à l'unanimité, parfait, entendu. Merci.

Monsieur le Maire peut revenir

*Vote de la délibération n°24 072*

Ont voté pour : 39

MM. ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 1 (M. PANETTA Tonino)

*La délibération n°24 072 est adoptée à l'unanimité.*

### → **Approbation du Compte Financier Unique (CFU) - Exercice 2023 - Budget annexe des parkings**

**M. le Maire :** Il s'agit maintenant du même exercice, mais en ce qui concerne le compte pour les parkings. Madame Francisot, c'est à vous.

**Mme Francisot :** Pour les parkings, je vais être un peu plus brève. En dépenses de fonctionnement, nous avons une petite évolution de 4,1 %. On est passé de 992 000 euros à un peu plus de 1 million d'euros, tout simplement avec une augmentation des charges à caractère général, des prestations de nettoyage, de ménage, beaucoup plus de prestations qui nous coûtent un peu plus cher.

En ce qui concerne les recettes d'exploitation, elles ont évolué de 88,09 %, en passant de 1 million à 2 millions, simplement grâce à la subvention d'équilibre au budget principal que nous avons fait afin de rembourser les emprunts.

Puis, il faut quand même le noter, en remboursant ces emprunts, nous avons obtenu une soulte de 12 900 euros, c'est-à-dire que la banque nous a redonné de l'argent parce qu'on a remboursé notre emprunt avant l'heure.

**M. le Maire** : Merci, Madame Francisot. Des interventions ? Non, bien. Alors, je sors de nouveau pour que vous puissiez procéder au vote.

**M. Id Elouali** : Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? Merci, unanimité. On peut rappeler Monsieur le Maire.

*Vote de la délibération n°24 073*

Ont voté pour : 39

MM. ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 1 (M. PANETTA Tonino)

*La délibération n°24 073 est adoptée à l'unanimité.*

### → Affectation du résultat de fonctionnement - Exercice 2023 - Budget Principal

**M. le Maire** : Nous restons toujours dans la finance. Madame Francisot, c'est toujours à vous.

**Mme Francisot** : Très bien. Merci, Monsieur le Maire. Nous constatons l'excédent de fonctionnements de 10 168 896,10 euros. Nous affectons 9 823 514,10 euros au compte 1068 excédents de fonctionnements capitalisés en recettes d'investissement pour couvrir le besoin de financement de cette section, et 345 382 euros au compte 002 excédents de fonctionnements reportés en recettes de fonctionnement pour couvrir tout simplement les dépenses de fonctionnement. Ces écritures seront donc inscrites au budget supplémentaire.

**M. le Maire** : Y a-t-il des observations ? Non, c'est un jeu de lecture. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°5*

Ont voté pour : 40



MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°04 074 est adoptée à l'unanimité.*

### → Affectation du résultat de fonctionnement - Exercice 2023 - Budget annexe des parkings

**M. le Maire :** Maintenant, la même chose pour le budget annexe des parkings. Madame Francisot.

**Mme Francisot :** Pour les parkings, nous constatons un excédent d'exploitation 2023 de 985 993, 91 euros. Nous affectons 931 370,05 euros au compte 1068 excédents de fonctionnement capitalisé, donc pour couvrir le besoin de financement de la section d'investissement, et 54 623,86 euros au compte 02 excédents de fonctionnements reportés. Ces montants seront inscrits au BS.

**M. le Maire :** Bien. Des observations ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Bien.

*Vote de la délibération n°24 075*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°24 075 est adoptée à l'unanimité.*

### → Approbation du Budget Supplémentaire - Exercice 2024 - Budget Principal

**M. le Maire :** Nous passons maintenant au BS. Madame Francisot, c'est toujours à vous.

**Mme Francisot** : Très bien. Le budget supplémentaire reprend donc les résultats de 2023 constatés au CFU.

La section de fonctionnement qui présente un excédent de 10,17 millions d'euros, et la section d'investissement qui présente un résultat déficitaire de 9,65 millions d'euros.

L'excédent brut de 2023 s'élève à 519 838 euros en prise en compte des reports, et le résultat net disponible en 2023 s'élève donc à 864 394,30 euros. C'était donc l'affectation de résultats.

Nous faisons tout de même de nouvelles inscriptions sur l'exercice 2024. En section de fonctionnement, les dépenses de fonctionnement, nous les augmentons de 665 688 euros, tout simplement en mettant sur les services d'administration générale 124 600 euros de plus sur la direction des bâtiments pour essayer de combler l'augmentation des primes d'assurance de la flotte automobile de 21 000 euros. Il faut savoir que nous avons reçu un courrier qui nous demande, pour la flotte automobile, 80 % de plus.

Les ressources humaines, on augmente ce chapitre de 44 696 euros pour la prime d'assurance aux risques statutaires qui augmentent aussi. Pour le service juridique, 33 415 euros pour l'assurance multirisque, qui augmente aussi. Pour les services urbains et fonciers, on ajoute 45 593 euros pour la contre-attribution à l'EPA ORSA. Pour le service des marchés, on ajoute 398 100 euros, dont 395 000 euros destinés à la redevance des marchés de la société Géraud. C'est simplement une annulation de titres, c'est pour cela que l'on retrouve à la fois en dépenses et en recettes cette redevance des marchés pour la société Géraud.

En recettes de fonctionnement, les nouvelles recettes s'élèvent à 320 000 euros. Sur l'administration générale, on ajuste les impôts dont je vous avais parlé lors du BP de la notification sur les impôts locaux, donc nous retirons pour l'instant ces 733 000 euros que l'État nous a notifiés en moins. Nous augmentons la DGF de 95 000 euros, toujours en fonction des notifications qui ont été reçues. Nous ajustons les amortissements des subventions d'équipement reçues également.

Pour le service bâtiments et moyens généraux, nous aurons des remboursements d'assurance pour la tempête de 2021, des remboursements attendus pour 188 000 euros. Une régulation de facture de gaz pour 40 000 euros, c'est plutôt une bonne nouvelle, et nous retrouvons pour le service des commerces et marchés, suite aux résultats à la décision de justice qui a été prise, des titres à réémettre dans le cas des marchés de la société Géraud pour 574 279 euros.

En section d'investissement, nous inscrivons 238 012,30 euros de dépenses en plus. Donc, nous avons un ajustement des amortissements. Pour les bâtiments, nous ajustons également l'AP pour les confort d'été, ce qui porte le montant total de crédits de paiement à 230 000 euros. Pour la Maison des femmes, un montant de 80 000 euros avait été prévu. Or, aujourd'hui, nous estimons le montant à 60 000 euros, donc nous ajustons un petit peu les choses.

Pour la population, nous ajoutons 8 012 euros à leur budget, tout simplement un achat de reliquaire et des travaux de reprise de concessions supplémentaires. Pour les services entretien, on ajoute 20 000 euros pour de l'achat de matériel. Le matériel est ancien, parfois en panne, donc il faut parfois le remplacer.

En ce qui concerne les recettes nouvelles d'investissement, par contre, nous retirons 280 000 euros, donc toujours cet ajustement des dotations aux amortissements. La cession

du 124-126, avenue d'Alfortville est retirée. Nous ajustons l'emprunt et nous retirons 403 000 euros, ce qui portera le montant de l'emprunt à 18 391 000 euros.

**M. le Maire** : Merci, Madame Francisot. Y a-t-il des réactions, des demandes de parole ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Monsieur le Maire, d'abord, une question pas technique, mais d'éclairage pour nous toutes et tous, y compris parce que je pense que nous partageons, cela a été dit par Madame Francisot, le désengagement de l'État vis-à-vis des collectivités territoriales. Donc, peut-être avoir des détails sur le delta de modification de 770 000 euros, ce n'est quand même pas une paille. Ce sont juste des explications, parce qu'effectivement, c'est inadmissible que l'État puisse ainsi faire des coupes sombres dans le budget. J'imagine que ce sont les conséquences des inconséquences, si vous me permettez le jeu de mots, de Monsieur le Maire qui s'est tout d'un coup rendu compte qu'il lui manquait 20 milliards, qu'il avait compté, et même compté deux fois, on n'a pas bien compris, ou s'il s'est trompé de retenue dans son addition. Bref, cela ne va pas. À la fin, ce sont bien les Françaises, les Français et les collectivités qui payent, donc c'était pour avoir le détail sur ces 770 000 euros. Mais je pense que nous serons d'accord, c'est simplement pour avoir le détail, parce que je crois que c'est intéressant.

Par contre, je voulais dire deux choses. La première, vous venez de le refaire sur le compte financier unique en déclarant : "Je vous dis qu'il ne faut pas emprunter, mais je vous dis qu'il faut s'endetter, qu'il ne faut pas s'endetter ». Monsieur le Maire, encore une fois, ayons au moins de la constance, ou en tout cas de l'écoute entre nous. Nous ne sommes pas opposés à la levée de dettes, à la levée d'emprunt. Nous ne l'avons jamais été et nous ne le serons jamais, que ce soient mes prédécesseurs, nous-mêmes, ici. Donc, ce n'est pas cela, le reproche que nous faisons. Le reproche que nous faisons, c'est qu'après ne pas avoir emprunté en 2020, 2021, 2022, 2023, tout d'un coup, vous décidez qu'en 2024 et 2025, vous prévoyez d'emprunter 18, puis 8 millions, soit 26 millions, ce qui va revenir quasiment à un doublement de la dette de notre Ville en deux ans. Vous me direz : « Elle a baissé, on a les moyens », là-dessus, on peut être d'accord sur le fait qu'on a effectivement des marges pour pouvoir investir. Cela, c'est la première chose. Alors que pendant quatre ans, il n'y a pas eu d'emprunt, vous allez doubler la dette en deux ans. Comme par hasard, les deux années qui précèdent les élections municipales. C'est là que le bât blesse. Votre décision d'emprunt n'est pas du tout adossée, malgré ce que vous dites et ce que vous répétez à l'envi, y compris encore à l'instant. « Si vous voulez renoncer à la piscine, renoncer au gymnase, renoncer à la cuisine centrale ». La réalité, c'est que dans votre PPI qui nous a été présenté, qui prévoit ces 26 millions en 2024 et 2025, personne ne trouvera une ligne concernant la piscine. Personne ne trouvera une ligne sur la cuisine centrale. Personne ne trouvera une ligne non plus sur un gymnase ni même sur une école ou la rénovation lourde d'une école. Tout simplement parce que ce n'est pas aujourd'hui dans votre PPI.

Ma question, je le dis à chaque fois depuis que vous nous avez présenté ces projets d'emprunt, c'est qu'emprunter, oui, de l'emprunt d'investissement, de l'emprunt productif, je crois que vous avez dit. De l'emprunt qui, en fait, crée, si vous me permettez l'expression, du patrimoine commun pour les Choisyennes et les Choisyens. Or, ce n'est pas le cas, puisque fondamentalement, dans votre PPI, il n'y a pas de projets structurants, d'équipements publics structurants pour notre population. Donc je voulais préciser les choses là-dessus. On peut être en désaccord, mais voilà ce que nous disons. Nous ne disons pas autre chose. Ne nous faites pas dire ce que nous ne disons pas.

Enfin, je veux dire mon inquiétude sur le budget supplémentaire et sur le cumulé BP/BS, sur lequel d'ailleurs vous prenez bien garde d'afficher le montant global de fonctionnement et d'investissement pour mettre en avant un budget de 121,8 millions, là ou l'année dernière,

effectivement, il était d'un peu plus de 112 millions. Sauf que quand on regarde dans le détail, la réalité est que votre budget de fonctionnement BP/BS 2023 était de 83,5 millions. C'est donc un retrait de 2,9 millions sur votre budget de fonctionnement par rapport à l'année dernière.

Et, a contrario, nous avons un budget d'investissement qui passe de 29,5 millions, dont nous savons qu'il n'a été réalisé qu'à hauteur, je crois, de 11 millions, si je me souviens bien, pour passer à 41,2 millions, donc plus 12 millions d'investissements. C'est l'image de ce que nous vous reprochons, naviguer à vue, sacrifier le fonctionnement, c'est-à-dire les services publics du quotidien, les services publics rendus au quotidien, tout en ne préparant pas, j'en ai fait la démonstration en parlant du PPI, d'investissements structurels pour notre ville. Voilà où se situe notre désaccord. Je crois que c'est un désaccord vertueux, puisque c'est un désaccord de méthode et de façon de voir la gestion d'une collectivité sans aucun anathème ou polémique.

Voilà la façon dont nous lisons les comptes qui nous sont présentés, et encore une fois, les inquiétudes qui sont les nôtres quand nous voyons notamment baisser le budget de fonctionnement.

**M. le Maire :** D'autres interventions ? Non ? Pour vous répondre, Monsieur Guillaud-Bataille, vous nous accusez d'avoir baissé les services publics. Je mets au défi, et vous le premier, qui que ce soit dans cette ville de venir nous dire ce que nous avons baissé. On m'a fait le reproche il y a deux jours, des gens qui ont voté pour nous, « Monsieur le Maire, vous avez toujours une politique très sociale », et nous l'assumons parfaitement. Oui, nous avons une politique très sociale qui s'inscrit complètement dans ce qui se faisait avant. Nous n'avons absolument rien supprimé de ce qui se faisait avant. Au contraire, j'allais utiliser un terme poétique, nous avons embelli, nous avons accru ce qui se faisait avant dans les services à la population. Et le plus important et le plus attendu, dont il vous appartiendra de dire à la population en 2026 si vous le maintenez ou si vous le supprimez. Parce que là, le fait de dire que cela coûte cher... Non, là, il faudra dire : « Nous maintenons la police municipale » ou « nous la supprimons », « nous maintenons la vidéo dans la ville » ou « nous là supprimons ». Cela peut être des désaccords, bien sûr, mais une vision différente de la gestion de la ville. Mais qui autour de cette table... Puisque vous dites que vous avez lu le budget, que le budget, il apparaît très clairement que nous avons baissé les services, quels services avons-nous supprimés ou baissés ? Vous pouvez me le dire au prochain Conseil.

En ce qui concerne les enfants, par exemple, le service Coup de Pouce qui existait avant, nous avons augmenté le budget. C'est une totale réussite, j'avais voté pour, d'ailleurs, auparavant, lorsque j'étais simple conseiller. Donc vous voyez, ce que vous nous avez dit là, c'est une mauvaise analyse ou c'est politique. Je suis désolé.

Pour l'investissement, imaginez que l'on fasse l'inverse ? On projette 8 ou 10 millions, et on en dépense 26 ou 30 ? Qu'allez-vous nous dire ? On est obligé de faire des prévisions larges. Bien sûr que nous allons la mettre, la piscine au PPI. Encore faut-il engager les études. Maintenant, en 2020, on ne pouvait pas faire d'investissements. Le budget, lorsque nous sommes arrivés en 2020, était prêt. Nous sommes arrivés au mois de juillet. Le budget avait été voté, donc, comme vous le dites, vos prédécesseurs, mes prédécesseurs n'avaient pas voté d'investissements en 2020. C'est vous qui venez de le dire.

2021/2022, avant de nous préoccuper d'investissements, il a fallu faire face... Si, je me souviens même des réactions en 2020, Madame Desprès disait : « Oui, mais c'est notre budget ». Ce qui est en partie exact. On l'a abondé, puisqu'on a quand même fait après un BS, mais le budget était voté lorsque nous sommes arrivés. Après, nous avons dû faire face au Covid, nous avons dû réorganiser toute la municipalité. Aucun service ne fonctionnait. Je

suis désolé, c'est du factuel. Plus de directeurs, je ne parle pas des DGA qui sont de coutume, et encore, j'ai travaillé avec la DGS en parfaite harmonie qui était en place avant. J'ai travaillé avec les DGA en place, qui, à un moment, il n'y a pas eu de chasse aux sorcières, sont partis. Cela arrive dans les mairies, ce qui nous a permis d'avoir aujourd'hui, et je ne dis pas que les autres étaient mauvais, une équipe, y compris notre DGS/DGA envié par la plupart des villes, puisque chaque matin, j'ai peur qu'il y en ait un qui me dise qu'il s'en va tellement ils sont sollicités. Ce n'est pas la peine d'en profiter, ce n'est pas le cas, donc nous sommes très fiers et nous avons réuni, et il ne faut pas moins de deux ans pour réunir une équipe compétente. Malgré tout, il y a encore des trous dans la raquette parce que toutes les collectivités de France et de Navarre ont du mal à embaucher. Là-dessus, effectivement, il faudrait que le statut bouge pour que nous puissions avoir les mains libres pour pouvoir attirer des candidats. Il y en a qui défendent mordicus le statut. Moi, je dis que le statut, certes, il protège, mais à l'inverse aussi, il bloque et est très contraignant. D'ailleurs, certains agents s'en rendent compte en ce qui concerne des embauches éventuelles et autres, puisque quand le poste est occupé et que la personne n'est pas là, on ne peut rien faire.

Pour toutes vos remarques, ce sont des remarques virtuelles. Ce qui compte, c'est ce qui est réalisé dans la ville, nos projets qui aboutiront. Il faudra le temps qu'il faudra, mais ils aboutiront. Effectivement, j'en discute avec notre DGS, la cuisine centrale, il fallait trouver un terrain, nous l'avons trouvé. Il faut que l'appel à projet de Renault aboutisse, puisque comme je vous l'ai dit, contrairement à ce que certains ont écrit, « le maire a cédé », cédé en quoi ? Je ne cède sur absolument rien du tout. Renault a cédé. Renault a donné 1,5 hectare à la Ville, et 5 millions d'euros. Dans leur histoire, ce n'était jamais arrivé, aucune ville n'a obtenu quoi que ce soit lorsqu'une usine Renault a fermé. Ainsi, ils se sont bien occupés du reclassement. Là, il n'y a rien à dire, il n'y a pas eu de casse sociale, ils ont très bien reclassé leurs salariés. Certains ont saisi l'opportunité de faire une nouvelle vie en province, d'autres ont suivi à Flins, d'autres ont eu une retraite anticipée. Heureusement, les syndicats ont été très attentifs à cela. Moi-même aussi, puisque nous étions en relation constante, et vous avez bien vu qu'il n'y a pas eu de mouvement, il n'y a rien eu. De ce côté-là, il n'y a pas eu de casse sociale. Je m'en réjouis, cela s'est bien passé. Ce qui compte, ce sont les projets et leur réalisation. Nous sommes en France.

Je vous l'ai dit, lorsque je suis arrivé, je suis allé rendre visite au maire de Hennigsdorf, ville avec laquelle nous sommes jumelés. Il m'a présenté son projet de piscine, j'y suis retourné il y a quelques mois, on a pu inaugurer la piscine. Nous, nous en sommes à trouver le bureau d'études adéquat, parce qu'il faudra en passer par là. J'ose espérer qu'elle sera inscrite au PPI. De toute façon, elle ne pourra se faire que sur un deuxième mandat. J'espère, et nous comptons beaucoup sur le fait que la population nous accorde de nouveau sa confiance, parce que c'est indispensable de le faire. Si c'est vous, j'espère que vous le ferez, je pense que vous n'aurez pas le choix, parce que notre inquiétude, c'est qu'elle tienne au moins jusqu'à 2026. Les conséquences sont beaucoup plus dramatiques que ce que nous pensions. D'ailleurs, des travaux sont engagés, ce qui est fort dommage, mais des travaux indispensables malgré tout doivent être faits, donc elle sera fermée pendant un mois et demi. Sinon, elle ne pourrait pas rouvrir en mois de septembre, et nous serions donc privés de piscine. Ce sont donc des travaux d'urgence qui vont être effectués là, qui concernent les pédiluves. C'est indispensable, donc nous allons faire ces travaux sur une piscine qui est appelée à être démolie, mais c'est ainsi. Donc nous allons le faire, pour qu'elle puisse rouvrir à la rentrée.

Je comprends ce que vous décrivez comme une inquiétude. Je comprends que vous n'ayez pas la même lecture que nous, mais cela ne m'inquiète pas, puisque nous savons très bien ce que nous inscrivons, nous savons très bien où nous allons, nous savons très bien ce que nous voulons faire, et nous savons très bien ce qu'attend la population de nous. Si ce n'était

pas le cas, je vous rassure, elle ne manquera pas de nous sanctionner, c'est la loi de la démocratie, et nous verrons bien ce que proposeront nos successeurs, éventuellement. Je dirais que pour l'instant, nous sommes quand même assez placés.

S'il n'y a plus d'interventions sur le budget supplémentaire sur l'exercice principal, on peut peut-être voter. Et là, je n'ai pas besoin de sortir. Y a-t-il des votes contre ? Il y a eu des procurations. 7 contre, et le reste.

*Vote de la délibération n° 24 076*

Ont voté pour : 33

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika.

Ont voté contre : 7 (DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

Se sont abstenus : 0

*La délibération n° 24 076 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Approbation du Budget Supplémentaire - Exercice 2024 - Budget annexe des parkings**

**M. le Maire** : Même chose pour le BS, pour le parking. Madame Francisot.

**Mme Francisot** : Cela va être beaucoup plus simple pour les parkings. C'est simplement une réaffectation de l'excédent constaté en dernier qui est réaffecté un peu partout en exploitation, en dépenses d'exploitation et en recettes d'exploitation. Tout simplement, ce qui fait passer, parce que j'ai oublié de le dire tout à l'heure, le budget total 2024 pour les parkings à 3 077 368,91 euros.

**M. le Maire** : Les parkings, on a longuement discuté. À moins qu'il y ait une intervention, y a-t-il des votes contre ? Pour l'instant, je vois cinq votes contre. Très bien. Des abstentions ? Deux abstentions. Merci.

*Vote de la délibération n°24 077*

Ont voté pour : 33

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA

Malika.

Ont voté contre : 5 (BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

Se sont abstenus : 2 (DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan)

*La délibération n°24 077 est adoptée à l'unanimité.*

## MARCHES PUBLICS

**→ Approbation du concessionnaire et du contrat de concession pour la mise à disposition, l'installation, l'entretien et l'exploitation de mobilier urbain sur le territoire de la ville de Choisy-le-Roi**

**M. le Maire :** Maintenant, nous allons passer aux marchés publics. Je donne la parole toujours à Madame Francisot.

**Mme Francisot :** Merci, Monsieur le Maire. Tout simplement, nous en avons déjà longuement parlé ici, il s'agit de l'approbation du concessionnaire et du contrat de concession pour la mise à disposition, l'installation, l'entretien et l'exploitation de mobilier urbain sur le territoire de Choisy-le-Roi, donc je vais être plutôt rapide dessus.

Ce contrat devrait nous permettre d'obtenir :

- 22 abris voyageurs publicitaires,
- 13 abris voyageurs non publicitaires,
- 32 mobiliers double face de 2 m<sup>2</sup> pour la publicité et la formation municipale,
- 14 mobiliers double face de 8 m<sup>2</sup> pour la publicité et l'information municipale,
- 34 mobiliers d'affichage administratif et municipal,
- 2 mobiliers muraux d'affichage municipal,
- 9 mobiliers d'affiches libres et associatifs,
- 4 panneaux d'entrée de ville,
- et 3 sanitaires publics à entretien automatique qui devront s'ajouter à compter de novembre 2025. Pour cela, la candidature a été déposée, reçue et acceptée par la société Decaux.

**M. le Maire :** Une précision. Malheureusement, je crois que c'est la seule candidature que nous avons reçue. C'est curieux, mais c'est la seule candidature, qui répondait cependant au cahier des charges. Quand on fait un appel d'offres, nous avons quand même une analyse préalable. Il y a d'abord un cahier des charges qu'on leur soumet sur ce que l'on souhaite. Donc cela correspondait, c'était la seule candidature, donc en appel d'offres, cela a été accepté à l'unanimité. Surtout, la Ville y gagne par rapport à avant trois sanisettes gratuites qui seront implantées en dessous de la terrasse, dans le parc. On n'a pas tout à fait complètement défini les emplacements, mais de manière sûre, une sur la dalle à proximité du fameux parking devant la gare, et les deux autres, on hésite entre plusieurs endroits.

Vous pouvez aussi, si vous voulez nous donner vos suggestions pour les sanisettes, mais je pense qu'on voit tous à peu près là aussi c'est absolument nécessaire.

Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°24 078*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°24 078 est adoptée à l'unanimité.*

## **DLC**

### **→ Financement des actions 2024 dans le cadre du Contrat de ville**

**M. le Maire :** Maintenant, le chapitre DLC. Je vais donner la parole à Madame Sabrina Fontaine. Madame Fontaine, c'est à vous.

**Mme Fontaine :** Bonsoir à toutes et à tous. Ce soir, nous allons donc évoquer le financement des actions 2024 dans le cadre du contrat de ville. Un nouveau contrat de ville sera signé en septembre 2024, on l'espère, du moins. Cette nouvelle contractualisation est aujourd'hui à l'œuvre. Elle est intitulée « engagement 2030 », et sera signée par les communes et l'EPT Grand Orly Seine Bièvre dans le courant du mois de septembre. Donc l'État a redéfini les frontières des différents quartiers prioritaires de politique de la ville. Dans cette optique, cette année, Choisy-le-Roi compte désormais deux quartiers prioritaires retenus au titre de la géographie prioritaire de politique de la ville, c'est-à-dire que nous maintenons le quartier sud, et que nous avons un nouveau quartier prioritaire : le quartier centre-ville Barbusse.

Il est à noter que la catégorie quartier de veille à laquelle appartenait le quartier centre-ville dans le cadre du précédent contrat de ville ne sera plus présente dans le nouveau. Cela a été remplacé par la notion, pour ma part que je trouve affreuse, « poche de pauvreté », qui concernera des espaces plus restreints, et il y aura de tous petits budgets.

L'intégralité des projets qui seront présentés ici auront pour vocation de se déployer soit au sein du quartier sud, soit au sein du quartier centre-ville Barbusse. Le contrat de ville décline les engagements des signataires quant à la mise en œuvre des moyens spécifiques dédiés aux quartiers prioritaires ainsi que la mobilisation du droit commun sur ces mêmes quartiers. Grâce à ces partenariats, les actions sont menées collectivement et soutenues financièrement.



Donc les actions qui sont éligibles, il y a plusieurs thèmes. Je ne vais pas tous vous les énoncer, mais : transition écologique, le plein-emploi, les services publics et la politique de la ville renouvelée pour promouvoir la mixité sociale dans le logement et mobiliser les nouveaux outils de la politique de la ville.

Un tableau vous est donc présenté avec les actions présentées sur Choisy-le-Roi et cofinancées par les crédits spécifiques de la politique de la ville, par l'État. Au niveau de la ventilation, un tableau vous l'indique, mais je vais faire rapide. Au niveau du PRE, plan de réussite éducative, nous avons exactement la même somme, c'est-à-dire 136 800 euros. Nous ne sommes pas peu fiers de pouvoir garder cette enveloppe parce que nous nous sommes battus :

- au niveau de la santé : 35 400 euros,
- la culture : 13 000 euros,
- citoyenneté : 29 000 euros,
- sport : 10 000 euros,
- emploi : 20 000 euros,
- cadre de vie : 21 000 euros,
- médiation sociale : 3 600 euros,
- jeunesse : 6 000 euros,
- et participation des habitants : 10 000 euros.

Pour une enveloppe globale de subventions de 282 800 euros, la même que l'année dernière.

Ce qui a changé cette année, c'est notre enveloppe à nous, l'enveloppe de ville, au niveau de la politique de la ville, car quand l'État subventionne des actions Ville et des actions des associations sur les quartiers prioritaires, la Ville a une enveloppe politique de la ville spécifique pour abonder. L'année dernière, elle était de 14 000 euros, et cette année, de 17 000 euros.

Nous avons abondé au niveau de :

- l'emploi pour un total de 3 000 euros,
- de l'éducation pour 500 euros,
- de la citoyenneté à hauteur de 7 000 euros,
- santé : 4 000 euros,
- cadre de vie : 1 000 euros,
- participation des citoyens : 500 euros,
- culture : 1 000 euros.

Donc, enveloppe globale : 17 000 euros.

Vous avez toute la ventilation dans l'annexe. Ce n'est pas un vote, c'est pour approbation. Si, il y a un vote.

**M. le Maire** : Merci, Madame Fontaine. Comme l'a dit Madame Fontaine, on se réjouit d'avoir pu garder la même subvention, puisqu'il y a des villes où la subvention a baissé. Mais quand même, il y a une déception, parce qu'après nous avoir annoncé à grand renfort de clairons, la préfète qui m'appelle, « Vous allez être content, les nouveaux quartiers de la ville », extraordinaire, bien sûr que nous étions contents, surtout que cela a valu... Et déjà, je remercie et rends hommage au service qui a bâti un super dossier. Bien, très bien, parfait. Grosse satisfaction. Quand on vient vous dire : « La différence, c'est 3 000 euros », cela en dit long sur ce que nous avons subi toutes ces années.

Comment ? Oui, c'est nous qui donnons 3 000 euros de plus. Donc, nous avons un quartier supplémentaire, mais c'est la même subvention. Pourtant, l'État lui-même, qu'est-ce qu'il a pu communiquer là-dessus... Donc voilà ce que nous tous ici, j'en suis sûr, nous ne voulons plus voir. La communication, cela suffit.

Ceci dit, nous allons pouvoir déployer une politique. Malgré tout, nous allons le faire sur ce nouveau quartier qui en a besoin. De toute façon, avec ou sans, nous l'aurions fait, mais ce qui était une très bonne nouvelle. Une très bonne nouvelle en politique, et lorsqu'on gère une collectivité, c'est avec du budget qui arrive. Mais ce n'était pas le cas. C'est ainsi, cela changera peut-être à l'avenir.

Je vous donne la parole s'il y a des interventions. Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Là, pour manifester évidemment votre accord avec ce que vous venez de dire et ce qu'a dit Madame Fontaine. Je crois que nous l'avons tous constaté. Sans vouloir relancer le débat sur l'actualité, ce sont ce genre de chose, je crois, qui mettent les Françaises et les Français tellement en colère. Quand on dit « On va faire, on va faire », « regardez, on a fait, on va ouvrir », etc., puis, à la fin, c'est non pas la montagne qui accouche d'une souris, mais c'est même un peu une arnaque. Je vous en fais le reproche ici parfois lorsque vous maintenez à l'euro près d'une année sur l'autre des subventions, cela vaut pour l'État aussi. C'est-à-dire que quand l'État dit : « Je vous donne la même somme », il sait très bien qu'il nous donne moins en puissance d'action, vu la hausse des prix que nous connaissons toutes et tous. Tout cela, en plus, en redéfinissant les critères, cela a déjà été dit, qui font que nous avons un quartier politique de la ville supplémentaire, donc c'est évidemment dramatique. C'est ce qui fait que nous nous associons aux critiques que vous pouvez formuler, et puis que nous voterons évidemment la répartition. Puisqu'on les a, il faut bien les dépenser, et la politique pour les quartiers prioritaires est pour nous très importante.

Je finirai en exprimant le même dégoût que Madame Fontaine sur cette capacité qu'ils ont à créer de nouveaux quartiers politiques de la ville pour finalement parler de « poches de pauvreté », ce qui est quand même assez ignoble. « Poches de pauvretés » qui font que leurs nouveaux quartiers sont redécoupés en plus petits quartiers. Donc il y a là, je le redis, une arnaque qui est faite pour les populations, mais aussi pour les collectivités. C'est inadmissible, surtout dans les conditions sociales dans lesquelles évoluent notamment les populations de ces quartiers ciblés.

**M. le Maire** : Très bien, merci, Monsieur Guillaud-Bataille. D'autres interventions ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

### *Vote de la délibération n°24 079*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°24 079 est adoptée à l'unanimité.*

## **URBANISME**

### **→ Approbation d'une charte de qualité de la construction neuve en secteur diffus**

**M. le Maire** : Maintenant, le chapitre urbanisme. Je donne la parole à Monsieur Ali Id Elouali pour quelque chose qui nous tient très à cœur.

**M. Id Elouali** : Monsieur le Maire, chers collègues. En effet, c'est une charte, un outil qui nous tient très à cœur parce que cet outil-là nous permet d'exprimer la volonté de la Ville en matière de construction neuve, de ce qu'elle a envie de voir sur le territoire en matière de construction neuve, au-delà de ce qui est, bien sûr, déjà prescrit dans le PLU. C'est l'objectif politique premier d'une charte, tout simplement exprimer, formaliser ce que nous avons envie de voir en matière de construction.

Pour ce faire, cette charte présente un certain nombre d'incitations structurées selon six objectifs qui nous semblent constituer les grands enjeux de la construction sur la ville :

- le premier : garantir des constructions durables respectant une intégration architecturale et paysagère harmonieuse, vraiment faire en sorte que ce qui est construit soit désormais en harmonie avec l'existant. C'est important qu'il n'y ait pas de rupture en matière de construction.
- Le deuxième objectif : faciliter l'accès au logement aux Choisyennes et aux Choisyens, cela aussi, c'est un engagement de campagne que l'on formalise ici dans cette charte, de permettre justement aux Choisyennes et aux Choisyens un plus grand accès aux logements que l'on construit.
- Le troisième objectif : valoriser la qualité des logements et des espaces communs. Bien sûr que ces logements doivent répondre à des injonctions en matière de respect de l'environnement, en matière de ce qui nous tombe concernant le climat, etc. Mais au-delà de cela, au-delà de cet impératif climatique, l'idée est vraiment que ces logements puissent participer aussi à la qualité de vie à Choisy-le-Roi.
- Quatrième objectif : intégrer la qualité environnementale, confort et santé. Pour nous, la qualité environnementale est appréhendée du point de vue écologique, mais aussi

du point de vue de la qualité de vivre. In fine, ces logements sont destinés à être habités, à ce que cette habitabilité réponde aussi bien à des critères environnementaux, mais aussi à des critères de qualité de vie, de confort et de santé.

- Cinquième objectif : rechercher une meilleure programmation et commercialisation, que les promoteurs qui s'engagent autour de cette charte puissent s'assurer d'une programmation et d'une meilleure commercialisation, qu'il y est quand même un suivi. Il y a un service rendu aux Choisyens en matière de commercialisation de qualité.
- Dernier objectif et non des moindres : améliorer la gestion du chantier. Les gens en ont marre, quand les promoteurs interviennent sur la ville, que les chantiers soient un enfer pour les riverains. L'idée est que l'on puisse inciter les promoteurs à s'engager sur un certain nombre d'actions à mettre en œuvre pour que le chantier soit à une incidence quasi nulle en matière de nuisances sonores et autres.

Voilà ce que j'avais envie de dire sur cette charte. Je rappelle que cela reste une charte, mais pour autant, c'est quand même un outil destiné à créer un cadre d'échange, une méthodologie de travail entre toutes les parties prenantes de la construction, depuis la conception du projet, c'est-à-dire au moment du dépôt de permis de construire, en phase d'instruction, jusqu'à la raison du projet, donc tout au long du projet de construction. Voilà ce qui vous est proposé ce soir d'approuver.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Id Elouali. Y a-t-il des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille :** Tout d'abord, pas d'opposition, évidemment, à ce qu'une charte soit adjointe au PLU. Elle est vertueuse.

Peut-être un petit regret, même si je sais que c'est dans le diffus, peut-être qu'il n'est pas inscrit noir sur blanc. Je sais qu'il y a la loi, mais dans la charte, d'obliger à faire des analyses de sol, y compris en profondeur. Peut-être que c'est une amélioration qu'il faudrait apporter à cette charte, c'est-à-dire une obligation d'analyse de sol en profondeur. Je précise « en profondeur », parce que j'ai bien vu qu'il était pris en compte que les terres pouvaient être de mauvaise qualité, donc que celles-là ne devaient pas être réutilisées. La question de la pollution des sols a donc été pensée, mais nous savons toutes et tous, il y a des expériences autour de nous, que parfois, la différence se situe entre un bâtiment d'un ou deux étages sur lesquels les fondations ne sont pas très profondes. Puis, quand on monte à trois ou quatre étages, là, il faut des fondations plus profondes. On atteint parfois des polluants qui se sont stockés plus bas dans la terre et qui, parfois, d'ailleurs remontent. Il y a des exemples que nous connaissons toutes et tous ici de ce genre d'incident. Donc peut-être qu'il serait intéressant de le remettre.

Je veux dire aussi, mais j'imagine que vos services sont sur le dossier. D'ailleurs, pour un des points que je vais évoquer, je sais qu'ils sont sur le dossier, parce que je les ai vus sur place, mais tout de même, ce qu'il se passe avenue de Victor Hugo avec la construction de logements autour du tabac qui n'a prévu aucune place de stationnement... Donc nous allons nous retrouver avec plus d'une dizaine de logements sans place de stationnement. Sur l'avenue Victor Hugo, chacun peut imaginer, et pour ce qui est des rues autour que chacun peut connaître, qu'elle soit Alsace-Lorraine ou, pire encore, celle d'à côté, va poser des questions et des problèmes au cas où des gens veulent... Vous me direz qu'il y a l'arrêt de TVM, c'est formidable. On peut d'ailleurs se féliciter que le TVM nous met maintenant à vingt minutes de la ligne 14 du métro. Pour autant, on sait que c'est une question.

Le deuxième point, ce sont évidemment les travaux qui sont en cours sur les 93-95, Avenue de Villeneuve-Saint-Georges, dont je vous ai déjà parlé. J'imagine qu'il y a déjà eu des interventions de vos services, mais vous voyez, en partant ce soir pour rejoindre le Conseil municipal, la barrière était à terre. Tout était ouvert aux quatre vents, les détritiques ne sont pas évacués et sont empilés les uns les autres. À l'heure où je vous parle, et depuis le premier coup de pioche, il n'y a ni permis de démolir ni permis de construire qui soit affiché. Vraiment, je ne vous remets pas en cause, mais mettez-vous des amendes ? D'une part, c'est insupportable. Tout le monde se demande ce qui va jaillir ici, jusqu'où va aller la démolition, et puis surtout, que vont devenir ces empilements ? On a eu aussi le problème, je sais que vous avez dû intervenir au bout de trois jours, ceux qui ont vidé un appartement rue Corvol et qui ont cru qu'ils pouvaient déposer l'ensemble du contenu de l'appartement sur le trottoir. Évidemment, il n'y a personne ici qui est responsable de cela, nous sommes d'accord, il y a besoin d'être plus proactifs, mais j'imagine que vous essayez de l'être. Les choses ne sont pas simples, il n'y a pas d'accusation de ma part, mais vraiment, cette charte doit aussi s'accompagner. C'est bien de faire de la prévention, la charte, quelque part, c'est de la prévention, mais certainement qu'il faudrait mettre les bouchées doubles sur la pénalisation une fois qu'on a fait de la prévention.

**M. Id Elouali :** Monsieur Guillaud-Bataille, j'acquiesce absolument et tout à fait vos propos. Vous avez, j'imagine, et je l'espère, approuvé ici même une résolution que j'ai portée concernant la mise en place d'astreintes. Cela fait aussi partie des outils. Je n'ai pas envie non plus de polémiquer sur le passé, mais très franchement, à part les PLU, il n'y avait rien comme matière de levier réglementaire qui nous permettait d'intervenir. Là, on est en train de les mettre, cela prend du temps. Vous savez que cette charte, par exemple, cela fait un moment, cela fait un peu plus d'un an, un an et demi de concertations, d'études, de ceci, de cela, de retours sur les validations. Je ne vous fais pas le tableau, vous connaissez tout le circuit administratif de la mise en place d'un outil. On a mis en place les astreintes pour nous permettre, justement, de maîtriser, d'intervenir un peu plus. Je vous avoue que les services, bien sûr, à chaque fois qu'il y a un signalement qui intervient, je fais intervenir les services. Mais en ce moment, les services sont sous l'eau. Ils sont pris, parce que c'est le moment des instructions de tout genre en matière de dépôt de permis, en matière d'un certain nombre de choses qui relèvent de la construction, d'instructions des projets de construction. Je vous l'accorde, on est face à des incivilités, mais on est en train de construire des outils qui nous permettraient de les limiter. Quand il y a un signalement, très franchement, je le fais suivre aussitôt aux services avec une demande d'intervention. Voilà ce que j'ai envie de vous dire.

**M. le Maire :** On va passer au vote, mais juste un mot pour 93-95 avenue Villeneuve-Saint-Georges. Bien sûr que nous l'avons signalé. Il se trouve que c'étaient des maisons squattées, et le propriétaire, c'est lui qui a tout cassé pour qu'ils ne reviennent pas. Il a pris un coup de sang. On est dessus, effectivement. Je partage votre émoi et ceux des voisins. Voilà pour la réponse.

Pour la construction rue Victor Hugo, j'ai appris qu'ils ont neuf places de parking chez le contrôleur technique qui est à côté. C'est la loi. Donc a priori, à partir du moment où ils peuvent justifier de places de parking à moins de 200 mètres de la construction, le permis doit être délivré. Nous aurions peut-être dû résister plus, mais le dernier mot appartient au préfet. Je trouve que cette loi fait partie de celles à faire supprimer. Je ne suis pas du tout certain, j'ai regardé, ce n'est que pour 15 ou 20 ans. Et si ce n'est pas respecté, parce qu'au demeurant, le contrôleur technique, dont le patron est une personne charmante qui travaille bien, mais c'est lui qui va mettre ses voitures sur le trottoir, qu'est-ce qu'il va se passer ? J'ai demandé que l'on suive cette histoire de près. Si c'est une tromperie, on fera ce qu'il faudra. Effectivement, beaucoup m'ont fait la remarque, et moi-même, j'ai été estomaqué qu'il n'y ait pas une place de parking en sous-sol. Elles sont là, il y a neuf places à proximité, là où il y a le contrôleur technique. Elles sont fléchées. Alors, est-ce qu'il les a achetées ou louées ? C'est

une concession pour un temps, mais on peut se demander, au bout de 20 ans, s'il n'y a plus de voitures, plus d'immeubles, ce qu'il va se passer. Au bout de 20 ans, le fait est qu'il a construit sans places de parking. Mais la loi lui autorisait.

S'il n'y a pas d'intervention autre, on peut passer au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°24 080*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°24 080 est adoptée à l'unanimité.*

### **→ Approbation de la convention ISD 2024-2026 avec l'Établissement Public d'Aménagement Orly Rungis Seine Amont**

**M. le Maire** : Toujours Monsieur Id Elouali. Il s'agit d'une convention approuvée.

**M. Id Elouali** : Merci, Monsieur le Maire. C'est une convention que nous avons l'habitude de voir à notre Conseil municipal. C'est une convention avec l'EPA ORSA, qui permet la coordination d'actions au service d'un développement urbain cohérent. La nouvelle convention 2024-2026 s'articule notamment autour de cinq zones d'orientation :

- intensifier la résilience des villes au changement climatique,
- accompagner la décarbonation de l'aménagement,
- faciliter l'opérationnalisation du recyclage urbain,
- accélérer la concrétisation de projets économiques,
- et enfin, contribuer au rayonnement et à la qualité des opérations des territoires.

Voici les orientations que la nouvelle convention 2024-2026 poursuit.

Concernant précisément notre Ville, c'est au titre de l'axe trois, c'est-à-dire « faciliter l'opérationnalisation du recyclage urbain », qu'il est prévu de mener une étude exploratoire sur le potentiel de mutation des rives de l'avenue Victor Hugo. Il est donc prévu dans ce cadre-là d'accompagner la mise en place d'une AMO pour élaborer un plan de sauvegarde, la copropriété de la dalle du centre-ville. Voilà ce qui concerne les actions spécifiquement fléchées sur notre ville, dans le cadre des cinq orientations exposées ci-dessus.

Je termine, pour être complet dans mon exposé, par rappeler que le coût annuel que la Ville doit supporter dans le cadre de cette convention est de 27 000 euros. Il est donc demandé au Conseil d'approuver la convention que j'ai désignée, la convention d'ingénierie stratégique de développement 2024-2026 avec l'EPA ORSA.

**M. le Maire :** Y a-t-il des interventions ? Non, je n'en vois pas. On bénéficie en contrepartie de bureaux d'études gratuits et d'enquêtes gratuites. Connaissant le coût des AMO... Donc il n'y a pas d'intervention.

Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°024 081*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°24 081 est adoptée à l'unanimité.*

### → **Tarification 2025 de la taxe locale sur la publicité extérieure**

**M. le Maire :** Madame Francisot, maintenant sur la tarification.

**Mme Francisot :** Bien sûr, la tarification de la taxe locale sur la publicité extérieure. Pas grand-chose, les tarifs sont relevés chaque année dans une proportion égale au taux de croissance à l'indice des prix à la consommation. L'an dernier, cette inflation est montée à 4,8 %. Ce sera donc le cas sur les tarifs de la TLPE.

Et comme en 2023, il est prévu de maintenir la non-exonération de plein droit des enseignes dont la superficie totale cumulée est inférieure ou égale à 7 m². Je vous laisse lire sur la notice le montant au mètre carré de cette tarification.

**M. le Maire :** Nous sommes dans la moyenne de ce qui se fait autour de nous, bien sûr. Nous avons regardé ce qui se fait autour de nous.

Y a-t-il des interventions sur cette délibération ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°24 082*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°24 082 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Cession des parcelles C60-C74 sises 27-29 voies des Roses au profit de la SCI 3CMC**

**M. le Maire :** Le point suivant, la parole revient à Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali :** Merci bien, Monsieur le Maire. La société 3CMC, actuellement propriétaire des parcelles d'implantation du projet de la nouvelle mosquée, s'est mise à la recherche du foncier disponible à proximité du site de la future mosquée en vue de créer une aire de stationnement pour son projet. Un accord est intervenu entre la société 3CMC et la commune de Choisy-le-Roi, qui est propriétaire des parcelles cadastrées C-60 et 74, faisant actuellement office de déchetterie pour le centre technique municipal. Il est précisé que dans le souci du bon fonctionnement du CTM, cette déchetterie sera déplacée sur un autre foncier dont l'acquisition est en cours. La session avec la SCI 3CMC ne pourra avoir lieu que lorsque la déchetterie, bien sûr, du CTM aura effectivement été déplacée.

La SCI 3CMC deviendra propriétaire de ces deux parcelles d'une surface de 775 m<sup>2</sup> pour recevoir le parking de la future mosquée. Le montant de cette cession par la commune s'élève à 340 000 euros hors-taxes, auxquels s'ajoutera, bien sûr, la TVA. Il nous est demandé d'approuver la cession de ce terrain en faveur de la SCI.

**M. le Maire :** Parfait. C'est une bonne chose pour éviter que des voitures s'égaient un peu partout. Bien sûr, nous avons pris soin de consulter les Domaines, l'avis des Domaines. C'était quand même indispensable, puisque c'est aussi un centre culturel, que l'on puisse se garer.

Y a-t-il des interventions sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°24 083*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian,



BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°24 083 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Avis de la commune de Choisy-le-Roi dans le cadre de l'enquête publique pour la création de deux data centers à Villeneuve-Saint-Georges**

**M. le Maire :** La parole est toujours à Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali :** Merci, Monsieur le Maire. La dernière délibération que j'aurai le plaisir de vous présenter porte sur un projet qui, lui, est implanté plutôt à la ville d'en face, aux voisins d'en face, à savoir Villeneuve-Saint-Georges. Vous le savez sans doute, la préfecture du Val-de-Marne porte ouverture d'une enquête relative aux demandes d'autorisations environnementales en vue de la construction et de l'exploitation de deux centres de données informatiques et d'un poste de transformation électrique haute tension au 34, rue Louis Armand à Villeneuve-Saint-Georges.

C'est donc dans le cadre de cette enquête environnementale, qui nous a été signifiée par la préfecture du Val-de-Marne, qu'il nous est demandé de donner un avis sur l'autorisation environnementale en vue de la construction et de l'exploitation de ces deux centres de données informatiques et d'un poste de transformation électrique haute tension à la ville de Villeneuve-Saint-Georges. Je ne vais pas déclarer qu'il leur manque d'électricité ou de tension, mais c'était juste « haute tension ».

**M. le Maire :** Je précise, c'est bien sûr dans la ville de Villeneuve-Saint-Georges que cela aura lieu. C'est assez éloigné, ce n'est pas à la limite de Choisy-le-Roi. C'est assez éloigné, c'est à l'autre bout, mais il est de coutume, nous avons déjà dû le faire. Là, il ne s'agit pas d'installation Seveso parce que quand il s'agit d'une installation classée Seveso, les villes avoisinantes doivent se prononcer, mais il nous appartient de donner un avis là-dessus. En regardant la situation, l'impact est minime. Je ne sais pas s'il y a des réactions là-dessus, ou si on passe au vote ?

Y a-t-il des demandes de parole sur ce sujet ? Non, je n'en vois pas. Donc, y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°24 084*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°24 084 est adoptée à l'unanimité.*

## **HABITAT**

**→ Approbation de la convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux sur le patrimoine relevant du contingent de la ville de Choisy-le-Roi sur le patrimoine du bailleur LOGIREP**

**M. le Maire :** Le point suivant, il y a deux points qui arrivent concernant des conventions et des bailleurs sociaux, donc je donne la parole à Monsieur Frédéric Druart.

**M. Druart :** Bonsoir. On est dans la continuité des conventions triennales avec le bailleur. Cette fois-ci, c'est LOGIREP. Une convention triennale précisant le flux annuel de logements remis à la ville, déclinée en droit unique. Le flux est calculé à partir du taux de rotation constaté dans le département, pour une durée correspondant à la durée d'emprunt restant. Ce qui donne, pour LOGIREP : un logement tous les trois ans sur 28 ans. Merci.

**M. le Maire :** Merci. Y a-t-il des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille :** Deux éléments. Le premier, en relisant le procès-verbal du Conseil municipal, pas celui-là, mais celui d'avant, vous aviez, Monsieur le Maire, ainsi que Monsieur Druart, fait référence à Monsieur Davisse et à l'ancien premier adjoint comme ayant bénéficié eux-mêmes de ventes de logements sociaux. Il n'en était rien, après vérification, puisque les logements dont nous parlons, qui sont 6, avenue Villeneuve-Saint-Georges, n'ont jamais été des logements sociaux, mais bien un ensemble immobilier propriété d'une foncière détenue par AXA, qui a été, d'ailleurs, valorisée en bourse à cette époque. La vente de ces logements s'est effectuée sous l'égide de BNP Paribas, donc nous sommes loin de la vente de logements sociaux. Je voulais le préciser, parce que les propos qui avaient été tenus laissaient entendre que ces deux personnes avaient bénéficié de la vente de logements sociaux. Or, ce n'est pas le cas, et je crois qu'il est inutile de laisser courir ce genre de bruit, qui plus est sur un ancien maire de notre commune malheureusement décédé. Je voulais mettre les choses au point là-dessus.

La deuxième chose, revenir sur une question que j'ai posée au dernier Conseil municipal, c'est-à-dire que puissent nous être communiqués les bailleurs à qui la Ville a donné autorisation, en tout cas ne s'oppose pas à la vente d'une partie de leur parc de logements sociaux, puisque l'on peut s'y opposer, ou en tout cas dire clairement qu'on est contre et essayer de trouver d'autres solutions que la simple vente à la découpe, ce qui n'a pas l'air d'être le cas de votre municipalité. Et donc, puisque j'avais évoqué 3F et LOGIREP, sur lequel nous avons délibéré ici même d'ores et déjà, j'y ajoute évidemment CDC Habitat, dont j'ai appris qu'eux aussi étaient en train de prévoir des ventes de leur parc de logement social.

Enfin, parce que nous sommes vigilants et à l'écoute de ce qu'il se passe, je veux signaler, mais peut-être en êtes-vous informés, et peut-être même en êtes-vous satisfaits, que pour le moment, LOGIREP, loin de proposer aux habitants d'acheter, met à la vente des logements qui se libèrent. Ce n'est pas tout à fait la même chose. Vous l'aurez compris, c'est lors d'un départ que l'on met à la vente un logement, ce qui permet évidemment de ne pas faire la proposition à moindre coût à l'occupant. Si vous n'êtes pas au courant, je vous invite à être vigilant là-dessus, parce que nous serions loin, très loin des affirmations qui étaient les vôtres sur le fait que ce que vous souhaitiez était de voir des Choisyens pouvoir devenir propriétaires du logement qu'ils habitent. Voilà ce que j'avais à dire.

Pour ce qui est des conventions en tant que telles, nous les voterons, il s'agit de l'organisation, mais nous souhaiterions vraiment qu'il y ait de la transparence qui soit faite sur l'évolution des logements sociaux, et de la part de logements sociaux, par bailleurs auprès de notre assemblée, et donc nécessairement auprès de la population choisyenne.

**M. le Maire :** Nous partageons ce désir de transparence, donc nous suivrons sans problème pour... Monsieur Aoummis, vous avez demandé la parole ? Pardon, je croyais. Bien sûr que nous contrôlerons, mais c'est une bonne chose, parce que cela permet à des personnes qui sont locataires d'accéder à la propriété à des coûts de 25 à 30 % inférieurs au prix du marché. Et nous, cela nous paraît tout à fait louable.

En plus, ce qu'il faut savoir, il faut connaître la situation actuelle des bailleurs sociaux. Je vous rappelle que ce sont les locataires qui sont prioritaires. Cela s'adresse à eux. Cet argent qui rentre permet aussi d'investir dans de la construction de logement social. Actuellement, tous les bailleurs sociaux envoient une lettre au gouvernement. Ils sont tous en situation dramatique. Une que je partage, que je défends et que j'ai relayée, que ce soit auprès des députés, sénateurs et autres, c'est la baisse de la TVA à 5,5 %. C'est scandaleux que ce ne soit pas accepté en ce qui concerne les bailleurs sociaux. Ils sont tous dans une situation financière catastrophique. Donc, que faut-il faire ? C'est doublement vertueux de vendre et de permettre aux personnes qui le désirent d'accéder à la propriété à un coût moindre, et de permettre aussi aux bailleurs sociaux de se renflouer. Alors, ce n'est pas le nombre, parce que ce n'est pas gigantesque, comme opération, ce ne sont que quelques cas, mais nous encourageons ces quelques cas.

Mais vous avez raison, il s'agit de bien respecter le contrat, et nous serons vigilants là-dessus. De toute façon, nous sommes informés, il y a un rapport. Nous sommes informés lorsqu'une vente se fait. Il nous sera facile, pour notre service logement, de vérifier les conditions, le prix et les acquéreurs. Ils doivent nous rendre compte de tout cela. Effectivement, nous partageons, il faut une transparence complète.

Y a-t-il d'autres interventions là-dessus ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°24 085*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°24 085 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Approbation de la convention bilatérale 2024-2026 définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux sur le patrimoine relevant du contingent de la ville de Choisy-le-Roi sur le patrimoine du bailleur SEQENS**

**M. le Maire** : Le deuxième point, toujours Monsieur Druart. C'est la même chose, mais au lieu de LOGIREP, c'est SEQENS.

**M. Druart** : La même chose pour SEQENS, une convention triennale avec un droit unique d'un logement tous les trois ans sur 17 ans. Merci.

**M. le Maire** : Merci. À moins qu'il y ait aussi des interventions ? C'est la même chose que tout à l'heure. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°24 086*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRrane El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°24 086 est adoptée à l'unanimité.*

## **DGST**

### **→ Charte d'engagement « J'adopte un arbre pour le climat »**

**M. le Maire** : Maintenant, je donne la parole à Monsieur Ali Id Elouali, qui va nous parler des arbres. Comme c'est curieux.

**M. Id Elouali** : C'est une opération dont j'ai plaisir à parler à chaque fois, parce qu'il est toujours de saison d'adopter un arbre vu les changements climatiques. Et surtout, qu'on ne se trompe pas par rapport aux températures un peu trompeuses de ces derniers jours. Malheureusement, notre climat a toujours besoin d'engagements, et notre Ville exprime cet engagement à travers un certain nombre d'actions et de projets, dont ce projet « J'adopte un arbre pour le climat ».

Il s'agit tout simplement de vous proposer que la Ville renouvelle cette opération, vu le succès qu'elle a eu lors de la première édition en 2022 et la deuxième en 2023. La Ville propose de la renouveler une fois en 2024 et une autre fois en 2025. Voilà ce qu'il en est. J'ajoute que l'opération sera donc poursuivie pour deux sessions. À chaque session, l'opération « J'adopte un arbre pour le climat », avec un maximum de 350 arbres qui seront donnés pour un budget de 50 000 euros par session.

350 arbres, la jauge baisse puisque les marraines et les parrains des premières opérations ont déjà obtenu des arbres, et l'on imagine qu'il y en aura un peu moins. C'est pour cela que nous avons légèrement réévalué à la baisse le nombre d'arbres à faire adopter.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali** : Et c'est toujours à destination bien sûr des propriétaires et là où c'est possible de les planter en pleine terre. On ne livre pas un arbre comme cela, il est livré avec un engagement sous forme de charte pour que l'arbre puisse être traité, j'ose espérer, comme un membre de la famille.

**M. le Maire** : En copropriété aussi, bien sûr. Nous renouvelons donc puisque c'est un succès qui ne se dément pas et ô combien utile et indispensable sur notre commune et dans le monde. Plantons des arbres.

Y a-t-il des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°24 087*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°24 087 est adoptée à l'unanimité.*

## **SPORTS**

### **→ Convention de partenariat projet Crito'Star 2024 avec l'association TCM91-CMOM Team Cycliste Morangis**

**M. le Maire** : Nous passons maintenant au sport. Je vais remplacer Monsieur Marques qui a eu un empêchement professionnel.

Je vous présente la convention de partenariat, qui est maintenant annuelle. Cette convention avec le Team Cycliste Morangis, dans le cadre de l'organisation du Crito'Star 2024, dont Choisy-le-Roi verra maintenant la cinquième ou sixième édition. Malgré les Jeux olympiques, malgré l'arrivée du Tour de France décalée, nous avons maintenu cette manifestation qui est un moment de la vie choisyenne important, qui crée des liens, qui permet aux enfants, aux équipes féminines de parader pendant ce Crito'Star. Cela amène de la joie, de la solidarité.

Et puis, il y a aussi, c'est appréciable, l'occasion d'admirer les champions de cyclisme qui sortent du Tour de France. D'ailleurs, les trois plus grands champions à leur actuelle comme

« Guillaume Cosnefroy », grand espoir cycliste français qui est très bien classé dans les courses mondiales, se sont produits au Crito'Star de Choisy-le-Roi. Là encore, c'est quelque chose qui avait été initié par l'ancienne municipalité que nous poursuivons, bien que ce ne soit pas facile. C'est un des trois ou quatre derniers critériums qu'il y a en France, le seul qui se situe derrière Derny.

Y a-t-il des interventions ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°24 088*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°24 088 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Convention de partenariat avec la Fédération Française de Ski Nautique et Wakeboard**

**M. le Maire :** Dans la même veine, il s'agit de voter une convention avec la Fédération de wakeboard qui organise maintenant chaque année les championnats du monde sur Choisy-le-Roi. Là aussi, cela draine quand même un nombre de spectateurs non négligeable sur notre ville. C'est un très beau spectacle, et cela donne l'opportunité aux Choisyennes et aux Choisyens d'admirer des champions avec un sport méconnu, qui est du ski nautique si on veut, mais qui est un cousin du ski nautique. Le président est Patrice Martin, nonuple champion du monde et olympique, un des plus grands sportifs français, qui est donc installé à Choisy-le-Roi. Nous leur octroyons, comme chaque année, une aide de 5 000 euros.

Y a-t-il une intervention là-dessus ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°24 089*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES

Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°24 089 est adoptée à l'unanimité.*

## **PETITE ENFANCE**

### **→ Rapport d'activité Tony Lainé 2023**

**M. le Maire :** Nous passons à la petite enfance. Madame Lucie Lanternier a eu un heureux événement, donc je vais vous présenter le rapport d'activité Tony Lainé pour la DSP que nous avons avec cette crèche, qui est une parfaite réussite. Nous avons fait un appel d'offres, c'est la même entreprise qui l'a emporté. Cette DSP existait avant notre arrivée. Là aussi, nous l'avons maintenue puisqu'elle donne toute satisfaction. Le rapport vous est présenté. Là, c'est un dont acte, mais vous pouvez intervenir.

Y a-t-il des remarques ou des interventions sur ce rapport ? Je n'en vois pas.

## **COMMERCE**

### **→ Approbation de la modification du périmètre de sauvegarde du commerce, de l'artisanat et du droit de préemption sur les fonds de commerce, les fonds artisanaux et les baux commerciaux**

**M. le Maire :** Je donne la parole à Monsieur Thiam en ce qui concerne le volet commerce. Monsieur Thiam, c'est à vous.

**M. Thiam :** Monsieur le Maire, bonsoir à tous. Pour maintenir et renforcer la vitalité commerciale de Choisy-le-Roi, la commune envisage de modifier et étendre son périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat. Cette décision est motivée par divers facteurs tels que l'évolution du paysage commercial, l'impact du e-commerce, la récente crise sanitaire ainsi que les hausses de loyer. La commune souhaite étendre le périmètre de sauvegarde actuel en se basant sur un rapport d'analyse réalisé par le bureau d'études Semaest.

Cette extension vise à prendre en compte de nouveaux paramètres urbains comme l'ouverture du centre commercial Thiais Village, qui est très éloigné de nous, et l'arrivée du tramway T9. Les conditions d'exercice du droit de préemption restent les mêmes, avec la nécessité d'une délibération motivée pour délimiter le périmètre de sauvegarde. En cas d'exercice du droit de préemption, la rétrocession du fonds doit se faire dans un délai de deux ans à une entreprise immatriculée. Pour information, la mairie a deux mois pour préempter un commerce.

Les chambres consulaires ont donné leur accord pour ces modifications. Il est donc proposé d'approuver la nouvelle extension du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat pour la Ville de Choisy-le-Roi.

Pour information, aujourd'hui, nous sommes allés à l'inauguration d'une annexe de la Chambre de commerce et de l'artisanat avec Monsieur Sayadi, nous avons représenté la Ville. C'est une innovation, parce que c'est la première fois qu'elle s'étend en annexe. Nous les avons félicités et accueillis. Nous allons les accompagner peut-être avec de la

communication. Cela prouve que la Chambre de commerce et d'artisanat est motivée pour travailler avec nos artisans.

**M. Sayadi** : Pour compléter les propos de Moustapha, c'est la première antenne en Île-de-France.

**M. le Maire** : Très bien. C'est un plus important pour notre Ville. Y a-t-il des interventions sur cette délibération, puisqu'il faut voter ? Je ne vois pas d'intervention.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°24 091*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, LORES Monique, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, CHALBI Yacin, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, LANTERNIER Lucie, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, POUDY Franklin, CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, BOURVEN Julien, SOMSOUK Billy, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

*La délibération n°24 091 est adoptée à l'unanimité.*

## **ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

### **→ Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales**

**M. le Maire** : Nous arrivons au tableau. Y a-t-il des questionnements sur ce tableau, sur ces décisions ? Je n'en vois pas non plus.

Notre Conseil municipal se termine ainsi avec ce dernier point. Merci de son excellente tenue. Nous nous revoyons donc dimanche. Bonne soirée.

*La séance est levée à 21 h 22.*